

bewijsstukken, binnen vijftien dagen na hun aanneming, zoals bedoeld in respectievelijk de artikelen 111, 5°, en 112sexies, 5°, van hetzelfde Wetboek, zoals gewijzigd bij dit decreet.

Art. 10. Dit decreet treedt in werking op de eerste dag van de derde maand na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

In afwijking van het eerste lid treedt artikel 9, § 1, tweede lid, in werking de dag na de bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 oktober 2022.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag,
Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2022-2023.

Stukken van het Waalse Parlement 1009 (2021-2022) Nrs. 1 tot 7

Volledig verslag, plenaire vergadering van 5 oktober 2022.

Bespreking.

Stemming.

—————
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/34178]

13 OCTOBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon portant les dispositions diverses relatives au signalement d'informations sur une irrégularité suspectée au sein d'un service du Gouvernement wallon ou d'un organisme d'intérêt public auquel est applicable le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu le rapport du 15 juin 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 novembre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 mars 2022 ;

Vu l'avis n° 90/2022 de l'Autorité de Protection des données, donné le 13 mai 2022 ;

Vu le protocole de négociation n° 824 du Comité de secteur XVI, conclu le 3 juin 2022 ;

Vu l'avis 71.765/2/V du Conseil d'État, donné le 8 août 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement, pour le personnel visé à l'alinéa 2, la Directive 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union.

Il s'applique aux membres du personnel, aux stagiaires et aux anciens membres du personnel des services du Gouvernement wallon et des organismes d'intérêt public auxquels est applicable le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne.

Il met en œuvre le système de signalement interne d'informations sur une ou plusieurs irrégularités suspectées commises, ou en voie d'être commises, au sein des services du Gouvernement wallon ou des organismes d'intérêt public visés à l'alinéa 2, et établit des normes minimales pour la protection du personnel qui signale de telles informations.

§ 2. Le présent arrêté n'affecte pas les règles relatives à l'exercice par les agents de leur droit de consulter leur organisation syndicale et à la protection contre toute mesure préjudiciable injustifiée suscitée par une telle consultation.

Le présent arrêté n'affecte pas le droit de chaque agent de consulter, s'il le juge utile, son organisation syndicale préalablement à un signalement ou au lieu de faire un signalement. Les dispositions du présent arrêté sont néanmoins applicables dans la mesure où elles sont plus favorables à l'auteur de signalement.

§ 3. Le présent arrêté ne s'applique pas :

1° au domaine de la sécurité nationale sauf en ce qui concerne les signalements d'irrégularités portant sur des règles relatives aux marchés publics dans les domaines de la défense et de la sécurité dans la mesure où ces règles sont régies par les titres 1 et 2 de la loi du 13 août 2011 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services dans les domaines de la défense et de la sécurité, la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services, les titres 2 et 3 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ou la loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concession. Par dérogation, le présent arrêté ne s'applique pas aux signalements d'irrégularités émis dans le cadre des marchés publics relevant de la loi du 13 août 2011 susmentionnée si ceux-ci relèvent de l'article 346 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

2° aux informations classifiées ;

3° aux informations couvertes par le secret des délibérations judiciaires ;

4° aux règles en matière de procédure pénale.

Ces informations restent régies par les dispositions pertinentes en droit de l'Union ou en droit national.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° l'auteur de signalement : le membre du personnel qui signale ou divulgue publiquement des informations sur des irrégularités qu'il a obtenues dans le cadre de ses activités professionnelles, ou, en application du Chapitre VIII, la personne physique ou morale qui signale des informations sur des irrégularités qu'il a obtenues dans un contexte professionnel avec un service du Gouvernement ou un organisme d'intérêt public ;

2° le membre du personnel : le membre du personnel statutaire ou le membre du personnel engagé dans les liens d'un contrat de travail au sein d'un service du Gouvernement wallon ou d'un organisme d'intérêt public, en ce compris les personnes dépositaires, par état ou par profession, de secrets qu'on leur confie, délégués syndicaux inclus ;

3° le stagiaire : la personne qui, sans être membre du personnel au sens du 1°, effectue un stage au sein d'un service du Gouvernement wallon ou d'un organisme d'intérêt public ;

4° l'ancien membre du personnel : la personne visée au 1° qui n'est plus en service ;

5° l'organisme d'intérêt public : organisme visé par le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne ;

6° l'organisation syndicale : une organisation syndicale agréée au sens de l'article 15 de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

7° le signalement ou signaler : la communication orale ou écrite d'informations sur des irrégularités ;

8° le signalement interne : la communication orale ou écrite d'informations sur des irrégularités auprès d'un référent intégrité ;

9° le signalement externe : la communication orale ou écrite d'informations sur des irrégularités auprès du médiateur de la Région wallonne ;

10° les informations sur des irrégularités : des informations, y compris des soupçons raisonnables, concernant des irrégularités effectives ou potentielles, qui se sont produites ou sont très susceptibles de se produire dans un service du Gouvernement ou un organisme d'intérêt public dans lequel l'auteur de signalement travaille ou a travaillé ou, pour l'application du chapitre VIII, avec lequel l'auteur de signalement est ou a été en contact dans le cadre de son travail, et concernant des tentatives de dissimulation de telles irrégularités ;

11° l'irrégularité :

a) l'exécution ou l'omission d'un acte, par un membre du personnel dans le cadre de l'exercice de ses fonctions ou par un organe de gestion d'un organisme d'intérêt public, portant atteinte ou constituant une menace pour les intérêts au sens large de la Région wallonne ou pour l'intérêt public et qui :

- constitue une violation d'une norme européenne directement applicable, d'une loi, d'un décret, d'un arrêté, d'une circulaire, d'une règle interne ou d'une procédure interne, ou

- implique un risque inacceptable pour la vie, la santé ou la sécurité des personnes ou pour l'environnement,

b) le fait qu'un membre du personnel ou un organe de gestion d'un organisme d'intérêt public ait sciemment ordonné ou conseillé de commettre une irrégularité telle que visée sous a) ;

12° le référent intégrité : l'agent désigné comme point de contact dans la composante interne du système de signalement d'informations sur une irrégularité suspectée, commise ou en voie d'être commise, en application du présent arrêté ;

13° le fonctionnaire général : le membre du personnel désigné en tant que mandataire de rang A1 pour le Service public de Wallonie, ou le membre du personnel désigné comme responsable pour un autre service du Gouvernement wallon ou, s'il s'agit d'un organisme d'intérêt public, le fonctionnaire général dirigeant de cet organisme ;

14° le contexte professionnel : les activités professionnelles passées ou présentes au sein d'un service du Gouvernement wallon ou d'un organisme d'intérêt public ou, pour l'application du chapitre VIII, réalisées en relation avec un service du Gouvernement wallon ou un organisme d'intérêt public, par lesquelles, indépendamment de la nature de ces activités, des personnes obtiennent des informations sur des irrégularités et dans le cadre desquelles ces personnes pourraient faire l'objet de représailles si elles signalaient de telles informations ;

15° le suivi : toute mesure prise par le référent intégrité pour évaluer l'exactitude des allégations formulées dans le signalement et, le cas échéant, proposée par lui pour remédier à l'irrégularité signalée ;

16° le facilitateur : le membre du personnel, le stagiaire ou l'ancien membre du personnel qui aide ou a aidé un auteur de signalement au cours d'une procédure de signalement et dont l'aide est confidentielle ;

17° la personne associée à l'instruction : le membre du personnel, le stagiaire ou l'ancien membre du personnel qui, conformément à l'article 13 du présent arrêté, est invité par le référent intégrité à faire une déclaration dans le but de rassembler des informations objectives et dont l'association est confidentielle ;

18° la personne concernée : le membre du personnel, le stagiaire ou l'ancien membre qui est mentionné dans un signalement ou une divulgation publique en tant que personne à laquelle l'irrégularité est attribuée ou en tant que personne ayant contribué à l'irrégularité ;

19° représailles : tout acte ou omission direct ou indirect qui intervient dans un contexte professionnel, est suscité par un signalement interne ou une divulgation publique, par une aide apportée à un signalement, par une déclaration faite dans le cadre de l'instruction d'un signalement ou par l'exercice de la fonction de référent intégrité et qui, selon les cas, cause ou peut causer un préjudice injustifié à l'auteur de signalement, au facilitateur, à la personne associée ou au référent intégrité ;

20° la divulgation publique : la mise à disposition dans la sphère publique d'informations sur une irrégularité suspectée, commise ou en voie d'être commise, au sein des services du Gouvernement wallon ou des organismes d'intérêt public.

N'est pas visé par la définition du 11°, l'exécution ou l'omission d'un acte qui affecte exclusivement les droits individuels d'un membre du personnel et pour lequel existe d'autres canaux ou procédures de signalement, notamment :

a) le harcèlement moral, la violence au travail et le harcèlement sexuel au travail à l'égard des personnes visées à l'article 2, § 1^{er}, 1°, de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail ;

b) la discrimination fondée sur :

- l'âge, l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la fortune, la conviction religieuse ou philosophique, la conviction politique, la conviction syndicale, la langue, l'état de santé actuel ou futur, un handicap, une caractéristique physique ou génétique ou l'origine sociale au sens de l'article 4, 4°, de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination ;

- le sexe, la grossesse, l'accouchement ou la maternité au sens des articles 3 et 4 de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes ;

- la nationalité, la prétendue race, la couleur de peau, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique au sens de l'article 3 de la loi du 10 mai 2007 modifiant la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie.

CHAPITRE 2. — *De la désignation des référents intégrité et de leur indépendance*

Art. 3. § 1^{er}. Le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions désigne, selon les modalités reprises ci-après, les référents intégrité, à savoir :

1° un référent effectif et un référent suppléant pour l'ensemble des services du Gouvernement wallon, sur proposition du Comité stratégique du Service public de Wallonie ;

2° un référent par organisme d'intérêt public, sur proposition du Collège des Fonctionnaires généraux dirigeants.

En l'absence de référent intégrité dans un organisme d'intérêt public, le référent intégrité, effectif ou suppléant, des services du Gouvernement wallon est le référent intégrité de celui-ci.

§ 2. L'existence, l'identité, la disponibilité, l'accessibilité et la mission du référent intégrité sont portées à la connaissance du personnel entrant dans le champ d'application du présent arrêté.

§ 3. Les référents intégrité visés au paragraphe 1^{er} sont désignés sur la base d'une sélection comparative.

Pour participer à une sélection comparative pour la fonction de référent intégrité, les candidats doivent être membres du personnel statutaire du niveau A et disposer d'un minimum de dix années d'expérience dans un service public.

Il peut être dérogé à l'exigence de dix années d'expérience visée à l'alinéa 2, avec un minimum de quatre années, dans l'hypothèse où aucun candidat à la fonction de référent ne répond à cette exigence.

Pour le calcul de l'expérience visée à l'alinéa 2, sont admissibles les services effectifs que le membre du personnel a prestés en faisant partie, à quelque titre que ce soit et sans interruption volontaire, d'un service public, comme titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes.

§ 4. Les candidats à la fonction de référent intégrité doivent disposer du diplôme et des compétences spécifiques techniques et comportementales prévus dans la description de fonction y afférente, telle que validée par le Gouvernement wallon.

§ 5. Les candidatures sont introduites auprès du fonctionnaire général du service ou de l'organisme d'intérêt public dans lequel la fonction de référent intégrité est à conférer. Ce fonctionnaire général en examine la recevabilité au regard des conditions d'admissibilité fixées au paragraphe 3.

Chaque décision d'irrecevabilité est communiquée par écrit et de manière motivée au candidat concerné.

Les candidatures déclarées recevables sont transmises à la commission de sélection compétente.

§ 6. Deux commissions de sélection sont prévues :

1° le Comité stratégique du Service public de Wallonie en tant que commission de sélection pour le référent intégrité de l'ensemble des services du Gouvernement wallon ;

2° le Collège des Fonctionnaires généraux dirigeants en tant que commission de sélection pour les référents intégrité des organismes d'intérêt public.

§ 7. Les candidats dont la candidature a été déclarée recevable présentent, devant la commission de sélection, une épreuve qui a pour but d'évaluer les compétences et les aptitudes requises à l'exercice de la fonction de référent intégrité. La commission décide du type de l'épreuve.

§ 8. Après l'épreuve, la commission de sélection établit un classement des lauréats. Les lauréats sont repris dans une réserve de recrutement dont la validité s'élève à deux ans.

Ce classement est transmis au Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions.

Art. 4. § 1^{er}. Le référent intégrité est désigné pour une période de six ans, renouvelable une fois pour la même période par le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions sur proposition, dûment motivée, du Comité stratégique ou du Collège des fonctionnaires généraux dirigeants.

§ 2. Le référent intégrité doit avoir suivi la formation prévue pour la fonction dans les trois mois suivant la date de sa désignation.

§ 3. La désignation du référent intégrité se termine de plein droit à l'issue de la période prévue au paragraphe 1^{er}, éventuellement renouvelée, ou lorsque le référent n'a pas, dans le délai fixé, suivi la formation prévue au paragraphe 2.

Le référent intégrité peut également demander de mettre un terme à sa désignation, auquel cas une période de transition de six mois est requise. Cette période peut être raccourcie en concertation mutuelle.

Le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions peut, pour inaptitude professionnelle, mettre fin à la désignation d'un référent intégrité sur proposition, dûment motivée, du Comité stratégique ou du Collège des fonctionnaires généraux dirigeants.

Art. 5. Le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions établit des lignes directrices visant à baliser la méthode de travail de la fonction de référent intégrité.

Art. 6. Afin de garantir son indépendance, le référent intégrité est, dans le cadre de l'exercice de cette fonction, administrativement attaché auprès du Secrétariat général s'il s'agit des services du Gouvernement ou, s'il s'agit d'un organisme d'intérêt public, du fonctionnaire général de cet organisme.

Le fonctionnaire général ne dispose pas d'une autorité hiérarchique ou fonctionnelle à l'égard du référent intégrité lorsque celui-ci agit dans le cadre de sa fonction.

Art. 7. Le fonctionnaire général garantit que le référent intégrité puisse exercer sa fonction de façon indépendante et efficace :

1° en le protégeant contre toutes influences ou pressions inappropriées de toute personne et de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement, en particulier contre toutes pressions visant à obtenir des informations concernant ou pouvant concerner l'exercice de sa fonction ;

2° en mettant les moyens nécessaires à sa disposition afin qu'il puisse exercer sa fonction de façon entièrement confidentielle ;

3° en lui permettant d'entretenir tous les contacts nécessaires à l'exercice de sa fonction ;

4° en lui permettant d'acquérir ou d'améliorer les compétences et les connaissances nécessaires à l'exercice de sa fonction.

Art. 8. Le référent intégrité ne subit aucune représaille fondée totalement ou partiellement sur les actes posés dans le cadre de l'exercice de sa fonction, en ce compris les menaces ou tentatives de représailles.

Les représailles visées à l'alinéa 1 sont, notamment, pour autant qu'elles soient fondées totalement ou partiellement sur les actes posés dans le cadre de la fonction de référent intégrité :

1° le licenciement ;

2° toutes mesures disciplinaires ;

3° toute appréciation négative du signalement dans le cadre d'une procédure de promotion ;

4° le transfert de fonctions ou le changement de lieu de travail ;

5° le refus ou la suspension des formations ;

6° une évaluation négative ou faisant état d'une appréciation négative des faits liés au signalement ;

7° la coercition, intimidation, harcèlement ou ostracisme ;

8° toute discrimination, traitement désavantageux ou injuste.

Art. 9. § 1^{er}. Le référent intégrité bénéficie de l'assistance juridique prévue par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016 relatif à l'assistance en justice des membres du personnel et à l'indemnisation des dommages à leurs biens.

§ 2. Pour couvrir les frais liés à une plainte déposée ou à une action en justice intentée, par un autre membre du personnel, à l'encontre du référent intégrité pour des faits liés à l'exercice de sa fonction, la Région contracte, au profit du référent, une assurance visant à couvrir les frais encourus pour une assistance judiciaire – défense civile et pénale.

L'assurance visée à l'alinéa 2 couvre la prise en charge, par l'assureur :

1° selon le tarif horaire habituel de l'avocat et à concurrence d'un tarif maximal de 150 euros H.T.V.A. par heure, des honoraires de l'avocat choisi par le membre du personnel, ainsi que des frais exposés par l'avocat dans la mesure où ils sont nécessaires à la défense des intérêts du membre du personnel ;

2° des frais de justice à régler en cours de procédure ainsi que des frais de justice et de l'indemnité de procédure auxquels le membre du personnel est, le cas échéant, condamné ;

3° des frais éventuels de consultation d'experts, dans la mesure où ils sont nécessaires à la défense des intérêts du membre du personnel.

Le montant visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, sont indexés le 1^{er} janvier de chaque année en suivant l'évolution de l'indice santé. L'indice de référence est celui du 1^{er} janvier 2013.

L'assurance visée à l'alinéa 2 ne couvre ni la faute lourde, ni la faute légère habituelle.

CHAPITRE 3. — *Du signalement interne par un membre du personnel, un stagiaire ou un ancien membre du personnel*

Art. 10. § 1^{er}. Sauf s'il se trouve dans l'une des hypothèses prévues au paragraphe 6, le membre du personnel ou le stagiaire qui, dans un contexte professionnel, obtient des informations sur une irrégularité suspectée, commise ou en voie d'être commise, au sein d'un service du Gouvernement wallon ou d'un organisme d'intérêt public, peut le signaler à son supérieur hiérarchique ou au référent intégrité. Si le membre du personnel ou le stagiaire s'adresse en premier lieu à son supérieur hiérarchique, ce dernier assure, le jour du signalement, la transmission du dossier sans modification au référent intégrité.

Sauf s'il se trouve dans l'une des hypothèses prévues au paragraphe 6, l'ancien membre du personnel qui, dans un contexte professionnel, a obtenu des informations sur une irrégularité suspectée commise au sein d'un service du Gouvernement wallon, ou d'un organisme d'intérêt public, peut le signaler au fonctionnaire général ou au référent intégrité. Si l'ancien membre du personnel s'adresse en premier lieu au fonctionnaire général, ce dernier assure, le jour du signalement, la transmission du dossier sans modification au référent intégrité.

Pour l'application des alinéas 1 et 2, l'irrégularité suspectée faisant l'objet du signalement doit avoir été commise endéans les dix ans précédant le jour du signalement.

§ 2. Les signalements anonymes d'irrégularité suspectée ne sont pas pris en compte.

§ 3. Le référent intégrité qui, directement ou par intermédiaire, réceptionne un signalement respecte la procédure de suivi prévue par les articles 12 et 13.

Le supérieur hiérarchique ou le fonctionnaire général qui réceptionne un signalement respecte la confidentialité de l'identité de l'auteur du signalement ainsi que de toute personne qui y est mentionnée ou liée, et veille à ce qu'il ne subisse pas de représaille, conformément à l'article 14.

§ 4. Le signalement au référent intégrité ou, selon les cas, au supérieur hiérarchique ou au fonctionnaire général, se fait par écrit, oralement ou les deux.

En cas de signalement oral, un procès-verbal est établi.

Un signalement oral peut s'effectuer par téléphone, via d'autres moyens de communication électroniques ou, sur demande de l'auteur de signalement, par le biais d'une rencontre en personne dans un délai raisonnable.

§ 5. Le signalement écrit ou le procès-verbal du signalement oral est signé par l'auteur du signalement et contient les éléments suivants :

1° la date du signalement ;

2° le nom et les coordonnées du membre du personnel, du stagiaire ou de l'ancien membre du personnel qui adresse le signalement ;

3° le nom du service du Gouvernement wallon ou de l'organisme d'intérêt public où l'auteur du signalement est en service ou était en service ;

4° le nom du service du Gouvernement wallon ou de l'organisme d'intérêt public concerné par l'irrégularité suspectée ;

5° la description de l'irrégularité suspectée. Cette description se limite à la seule désignation des faits et aux seules données pertinentes et nécessaires au regard de la finalité poursuivie.

Dans un délai de sept jours à compter de la réception, écrite ou orale, du signalement, le référent intégrité adresse à l'auteur du signalement un accusé de réception du signalement. Au même moment, s'il le juge utile, le référent intégrité peut inviter l'auteur du signalement à lui fournir, dans un délai raisonnable, toutes informations supplémentaires nécessaires à l'examen préliminaire du dossier, conformément à l'article 12.

§ 6. Le membre du personnel, le stagiaire ou l'ancien membre du personnel qui, dans un contexte professionnel, obtient des informations sur une irrégularité suspectée, commise ou en voie d'être commise, au sein d'un service du Gouvernement wallon ou d'un organisme d'intérêt public peut introduire directement son signalement auprès du médiateur, selon la procédure prévue par le décret conjoint de la Communauté française et de la Région wallonne relativement au service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne, s'il se trouve dans l'une des hypothèses suivantes :

1° s'il peut craindre, en raison de l'objet de l'irrégularité suspectée ou de la qualité de la personne suspectée d'avoir commis l'irrégularité, qu'informer le référent intégrité risque de compromettre l'efficacité de la procédure ;

2° s'il est désigné pour assurer le signalement interne ;

3° si aucun référent n'a été désigné pour le service ou l'organisme d'intérêt public concerné.

§ 7. Les modalités du signalement interne prévues, en ce compris les règles de confidentialité, sont portées à la connaissance du personnel entrant dans le champ d'application du présent arrêté.

CHAPITRE 4. — *De la mission des référents intégrité*

Art. 11. § 1^{er}. Le référent intégrité :

1° écoute, informe et conseille l'auteur du signalement, toute personne qui envisage un signalement ou qui aide un auteur de signalement ;

2° examine tout signalement et, le cas échéant, l'instruit ;

3° est tenu d'informer l'existence et les conditions de recours au signalement externe.

Le cas échéant, le référent intégrité :

1° informe l'auteur du signalement de l'existence et des conditions de recours aux autres canaux de signalement et des modalités de protection qui en découlent ;

2° renvoie l'auteur du signalement vers l'instance compétente si le signalement ne relève pas de sa compétence.

§ 2. Le référent intégrité est tenu au secret professionnel.

§ 3. Le référent intégrité respecte la confidentialité de l'identité de l'auteur du signalement, des facilitateurs, des personnes associées à l'instruction, des personnes concernées et, le cas échéant, de tout autre tiers mentionné dans le signalement. Cela s'applique également à toute autre information à partir de laquelle l'identité des personnes précitées peut être directement ou indirectement déduite.

Par dérogation à l'alinéa 1, l'identité de l'auteur de signalement, des facilitateurs, des personnes associées à l'instruction, des personnes concernées ou de tout tiers mentionné dans le signalement, et toute autre information à partir de laquelle cette identité peut être directement ou indirectement déduite, peut être divulguée :

1° si la personne autorise expressément sa divulgation ;

2° en application de l'article 29 du Code d'instruction criminelle ;

3° si cela apparaît nécessaire et proportionné, dans le cadre d'enquêtes menées par les autorités compétentes en matière de recherche d'infractions ou dans le cadre de procédures judiciaires, en vue de sauvegarder les droits de la défense des personnes concernées.

Lorsque, en application de l'alinéa 2, l'identité d'une personne, ou toute autre information à partir de laquelle cette identité peut être directement ou indirectement déduite, peut être divulguée, le référent intégrité en informe, au préalable, la personne visée par la divulgation et lui transmet les motifs justifiant cette divulgation, à moins que cette information préalable ne risque de compromettre les enquêtes ou les procédures judiciaires en cours.

Toute personne qui n'est pas autorisée, en vertu du présent arrêté, à prendre connaissance d'un document écrit, ou des informations qu'il contient, relatif à un signalement effectué en vertu du présent arrêté, et qui reçoit néanmoins un tel document ou de telles informations, est soumise au même devoir de confidentialité.

§ 4. Conformément aux articles 16 et 17, le référent intégrité reçoit et statue sur les demandes de mesures de soutien émanant d'un auteur de signalement, en ce compris les demandes d'assistance juridique ou d'assistance psychologique dans le cadre de procédures judiciaires, telles que visées à l'article 17. En cas de demande de mesure de soutien, le référent intégrité applique la procédure prévue à l'article 16, § 3.

§ 5. Dans un objectif de transparence, le référent intégrité établit un rapport d'activités annuel, permettant un état des lieux régulier de sa mission. Ce rapport est transmis au fonctionnaire général, au plus tard pour le 30 juin de l'année suivant celle faisant l'objet du rapport.

Afin de garantir un même niveau d'informations, le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions définit un modèle de rapport d'activités annuel à utiliser par chaque référent intégrité. Ce modèle de rapport contient à tout le moins les informations suivantes :

- a) le nombre de signalements reçus ;
- b) le nombre d'instructions et de procédures engagées à la suite de ces signalements ainsi que leur résultat ; et,
- c) s'il est constaté, le préjudice financier estimé et les montants recouverts à la suite d'instructions et de procédures liés aux irrégularités signalées.

CHAPITRE 5. — *Du suivi d'un signalement*

Art. 12. § 1^{er}. Le référent intégrité examine en premier lieu la recevabilité et le bien-fondé du signalement sur la base des informations et pièces communiquées.

Le signalement est fondé sur une suspicion raisonnable qu'une irrégularité au sens de l'article 2, 11° a eu lieu, est en train de se produire ou a de fortes chances de se produire.

§ 2. Après l'examen préliminaire visé au paragraphe 1^{er}, le référent intégrité :

- 1° clôture l'examen s'il constate que le signalement est irrecevable ou est manifestement non-fondé ;
- 2° clôture l'examen s'il décide, après avoir dûment examiné le dossier, que l'irrégularité signalée est manifestement mineure et ne requiert pas d'autre suivi en vertu du présent arrêté. Cette décision n'affecte pas d'autres obligations ou d'autres procédures applicables visant à remédier à l'irrégularité mineure signalée, ni la protection accordée par le présent arrêté ;
- 3° ouvre une instruction, conformément à l'article 13, s'il constate que le signalement est recevable et n'est pas manifestement non-fondé.

Pour application de l'alinéa 1, 2°, par irrégularité manifestement mineure, l'on entend l'exécution ou l'omission d'un acte sans caractère répétitif, par un membre du personnel dans le cadre de l'exercice de ses fonctions ou par un organe de gestion, qui constitue une violation d'un arrêté, d'une circulaire, d'une règle interne ou d'une procédure interne applicable et qui découle d'une erreur purement matérielle ou administrative.

En cas de signalements répétitifs ne contenant aucune nouvelle information significative relative à un signalement antérieur clôturé, le référent intégrité peut décider de la clôture immédiate de l'examen du signalement.

En cas d'ouverture d'une instruction, le référent intégrité en informe le fonctionnaire général dont relève le service du Gouvernement wallon ou l'organisme d'intérêt public concerné par l'irrégularité suspectée, sauf s'il existe suffisamment d'indices de croire que le fonctionnaire général est impliqué, auquel cas il en informe le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions.

Dans tous les cas, le référent intégrité établit son constat dans une décision écrite motivée, le cas échéant accompagné de recommandations pertinentes, qu'il adresse à l'auteur du signalement. Lorsqu'il clôture l'examen en application de l'alinéa 1, 2°, le référent en informe, pour suite utile, le fonctionnaire général du service ou de l'organisme d'intérêt public dans lequel l'irrégularité manifestement mineure est suspectée.

Art. 13. § 1^{er}. Dans le cadre de l'instruction du signalement, le référent intégrité :

- 1° applique les principes généraux de bonne administration ;
- 2° respecte les droits de la défense ;
- 3° documente et justifie dûment tout acte et toute décision ;
- 4° établit par écrit un mandat d'instruction sur l'irrégularité suspectée ;
- 5° établit par écrit un rapport circonstancié sur l'instruction menée.

§ 2. Le mandat d'instruction visé au paragraphe 1^{er}, 4°, est daté, signé et contient les informations suivantes :

- 1° la description de l'irrégularité suspectée. Cette description se limite à la seule désignation des faits et aux seules données pertinentes et nécessaires au regard de la finalité poursuivie ;
- 2° le nom du service du Gouvernement wallon ou de l'organisme d'intérêt public concerné par l'irrégularité suspectée ;
- 3° les questions d'instruction ;
- 4° la possibilité que l'instruction soit étendue aux faits et circonstances qui sont révélés au cours de celle-ci et qui peuvent être utiles pour définir l'ampleur, la nature et la gravité de l'irrégularité suspectée.

Toute modification apportée au mandat d'instruction est consignée par écrit par le référent intégrité, dans un avenant daté et signé.

§ 3. En application des paragraphes 1 et 2, le référent intégrité peut réaliser toute constatation sur place dans un service du Gouvernement wallon ou dans un organisme d'intérêt public qu'il juge utile, associer à l'instruction tout membre du personnel, stagiaire ou ancien membre du personnel qu'il juge utile et se faire communiquer, par un service du Gouvernement wallon ou un organisme d'intérêt public, tous les documents et renseignements qu'il estime nécessaire.

Le référent intégrité peut imposer des délais impératifs de réponse au service du Gouvernement wallon ou à l'organisme d'intérêt public auquel il adresse des questions.

Conformément au paragraphe 1, 3°, toute décision de constatation sur place, d'association à l'instruction ou de communication de documents et renseignements prise par le référent est dûment justifiée au regard de la finalité poursuivie. Cette justification démontre la nécessité et la pertinence de la constatation, de l'association ou de la communication au regard de la finalité poursuivie par l'instruction, étant de définir l'ampleur, la nature et la gravité de l'irrégularité suspectée.

Sous réserve de l'application de l'article 1, paragraphe 3, aucune constatation sur place, aucune association à l'instruction et aucune demande de documents ou renseignements, demandée par le référent intégrité dans le cadre d'une instruction et dûment justifiée conformément à l'alinéa 2, ne peut lui être refusée.

§ 4. Tout membre du personnel, stagiaire ou ancien membre du personnel associé à l'instruction a le droit de se faire assister par un conseil de son choix.

Le référent intégrité notifie à la personne associée à l'instruction une notification écrite.

Cette notification mentionne les informations suivantes :

1° la description de l'irrégularité suspectée faisant l'objet de l'instruction. Cette description se limite à la seule désignation des faits et aux seules données pertinentes et nécessaires au regard de la finalité poursuivie ;

2° la possibilité que l'instruction soit étendue aux faits et circonstances qui sont révélés au cours de celle-ci et qui peuvent être utiles pour définir l'ampleur, la nature et la gravité de l'irrégularité suspectée ;

3° le droit à se faire assister par un conseil de son choix.

Cette notification n'est pas d'application lorsque l'intérêt de l'instruction l'exige.

Le référent intégrité :

1° garantit que la personne associée à l'instruction puisse faire sa déclaration en toute liberté, sous réserve des secrets applicables, conformément au paragraphe 5 et à l'article 1^{er}, § 3 ;

2° recueille toute déclaration en vue de rassembler des informations objectives ;

3° établit un compte-rendu écrit de chaque déclaration.

La personne associée à l'instruction peut compléter le compte-rendu écrit de sa déclaration.

Le compte-rendu écrit, éventuellement complété, de chaque déclaration est daté et signé par toutes les personnes présentes. Chaque page du compte-rendu est numérotée.

Si la personne associée à l'instruction ou, le cas échéant, son conseil, refuse de signer, ce refus est consigné dans le compte-rendu écrit.

A l'issue de l'instruction, chaque personne associée à l'instruction reçoit une copie signée de sa déclaration.

§ 5. Sans préjudice de l'article 1^{er}, § 3, le caractère secret ou confidentiel des pièces dont il demande communication ne lui est pas opposable.

§ 6. A tout moment au cours de l'instruction, si le référent intégrité estime qu'il dispose de suffisamment d'éléments pour pouvoir conclure qu'il a acquis la connaissance d'un crime ou d'un délit, il applique sans délai la procédure prévue par l'article 29 du Code d'instruction criminelle et en informe, par écrit, le fonctionnaire général dont relève le service du Gouvernement wallon ou l'organisme d'intérêt public où a eu lieu le crime ou le délit suspecté ainsi que l'auteur du signalement, sauf s'il est impliqué dans le crime ou délit suspecté. S'il existe suffisamment d'indices de croire que le fonctionnaire général est impliqué dans le crime ou le délit suspecté, le référent intégrité informe le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions.

Le référent intégrité veille à ce que seules les données à caractère personnel strictement nécessaires et pertinentes pour assurer une information diligente aux personnes visées par l'alinéa 1 soient communiquées.

§ 7. Au terme de l'instruction respectant le délai maximal prévu au paragraphe 9, le référent intégrité établit un rapport circonstancié, daté et signé, incluant ses constatations, son appréciation et les mesures qu'il recommande.

Le référent intégrité adresse ce rapport au fonctionnaire général concerné ou, s'il existe suffisamment d'indices de croire que le fonctionnaire général est impliqué dans l'irrégularité faisant l'objet du signalement, au Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions. Le référent intégrité veille à ce que seules les données à caractère personnel strictement nécessaires et pertinentes pour assurer un suivi diligent du signalement soient communiquées. Ne doivent notamment pas être communiquées, les données à caractère personnel relatives aux témoins, sauf si une telle communication est dûment justifiée, ainsi que les données relatives aux personnes non concernées par l'instruction.

Si le référent intégrité estime que le rapport écrit de l'instruction, visé à l'alinéa 1^{er}, contient suffisamment d'éléments pour conclure que l'irrégularité ayant fait l'objet d'un signalement n'a pas eu lieu, il clôture définitivement l'instruction.

Si le référent intégrité estime que le rapport écrit de l'instruction, visé à l'alinéa 1^{er}, contient suffisamment d'éléments pour conclure que l'irrégularité ayant fait l'objet d'un signalement a effectivement eu lieu mais qu'il ne dispose pas de suffisamment d'éléments pour conclure qu'il a acquis la connaissance d'un crime ou d'un délit, le rapport écrit de l'instruction est transmis, conformément à l'alinéa 2, pour suite voulue.

§ 8. Le référent intégrité informe l'auteur de signalement et les personnes associées à l'instruction du résultat de l'instruction.

§ 9. Le terme de l'instruction a lieu dans un délai de trois mois à compter de l'expiration de la période de sept jours suivant un signalement écrit ou oral. A la demande du référent intégrité, le délai de trois mois visé à l'alinéa 1 peut être prolongé une fois d'une période maximale de trois mois pour des raisons dûment justifiées. Le référent intégrité informe l'auteur du signalement de la prolongation du délai.

Si, dans le délai de trois mois visé à l'alinéa 1, éventuellement prolongé, aucune mesure appropriée n'a été prise par le référent intégrité, l'auteur du signalement peut s'adresser au médiateur, conformément au décret conjoint de la Communauté française et de la Région wallonne relativement au service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne.

CHAPITRE 6. — *De la protection de l'auteur du signalement*

Art. 14. § 1^{er}. Le membre du personnel, le stagiaire ou l'ancien membre du personnel ne subit aucune représaille, en ce compris les menaces ou tentatives de représaille, fondé totalement ou partiellement sur un signalement réalisé en application du présent arrêté, s'il le fait de bonne foi au moment du signalement, c'est-à-dire s'il a des motifs raisonnables de croire, au moment du signalement, que les informations signalées sont fondées et révélatrices d'une irrégularité suspectée et qu'elles entrent dans le champ d'application du présent arrêté. Cette condition est appréciée au regard d'une personne placée dans une situation similaire et disposant de connaissances comparables.

La même protection bénéficie :

1° au facilitateur s'il avait des motifs raisonnables de croire que les informations signalées sont fondées et révélatrices d'une irrégularité suspectée et qu'elles entrent dans le champ d'application du présent arrêté. Cette condition est appréciée au regard d'une personne placée dans une situation similaire et disposant de connaissances comparables ;

2° à la personne associée à l'instruction par le référent intégrité, sauf si elle fournit sciemment, au référent intégrité, des informations malhonnêtes et manifestement incomplètes.

§ 2. La protection prévue à l'alinéa 1 est d'application d'office. Le bénéfice de la protection n'est pas perdu au seul motif que le signalement effectué de bonne foi s'est avéré inexact ou infondé ou que les informations transmises de bonne foi se sont avérées inexacts ou infondées.

§ 3. Les représailles visées au paragraphe 1^{er} sont notamment, pour autant qu'elles soient fondées totalement ou partiellement sur le signalement du membre du personnel, du stagiaire ou de l'ancien membre du personnel :

- 1° le licenciement ;
- 2° toutes mesures disciplinaires ;
- 3° toute appréciation négative du signalement dans le cadre d'une procédure de promotion ;
- 4° le transfert de fonctions ou le changement de lieu de travail ;
- 5° le refus ou la suspension des formations du membre du personnel ;
- 6° une évaluation négative ou faisant état d'une appréciation négative des faits liés au signalement ;
- 7° la coercition, l'intimidation, le harcèlement ou l'ostracisme ;
- 8° toute discrimination, traitement désavantageux ou injuste ;
- 9° le non-renouvellement ou la résiliation anticipée d'un contrat de travail temporaire.

§ 4. La protection prévue par le paragraphe 1^{er} est portée à la connaissance du personnel entrant dans le champ d'application du présent arrêté.

Art. 15. Le membre du personnel, le stagiaire ou l'ancien membre du personnel qui applique la procédure prévue par l'article 29 du Code d'instruction criminelle bénéficie, dans les mêmes conditions, de la protection prévue à l'article 14.

Art. 16. § 1^{er}. Le membre du personnel, le stagiaire ou l'ancien membre du personnel visé par l'article 14, § 1^{er}, bénéficie, dès qu'applicable, de l'assistance juridique prévue par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016 relatif à l'assistance en justice des membres du personnel et à l'indemnisation des dommages à leurs biens.

§ 2. Le membre du personnel, le stagiaire ou l'ancien membre du personnel visé par l'article 14, § 1^{er}, peut introduire une demande de mesures de soutien, en ce compris une assistance juridique autre qu'en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016 visé à l'alinéa 1 ou une assistance psychologique, telles que visées à l'article 17.

§ 3. Toute demande visée au paragraphe 2 est introduite par écrit, au référent intégrité, dans les deux mois à dater de l'évènement justifiant la demande.

Le référent intégrité décide de l'octroi ou non dans un délai de quinze jours ouvrables à compter de la réception de la demande. La décision est notifiée à l'auteur de signalement.

En cas de refus, l'auteur du signalement peut introduire un recours auprès du fonctionnaire général dans les quinze jours de la notification du refus.

Art. 17. § 1^{er}. Conformément à l'article 16, § 2, dans le cadre d'une procédure judiciaire, le membre du personnel, le stagiaire ou l'ancien membre du personnel peut bénéficier d'une assistance juridique autre qu'en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016 visé à l'article 16, § 1^{er}, consistant en la prise en charge totale ou partielle des honoraires et frais d'avocat et de procédure, ainsi que d'une assistance psychologique consistant en la prise en charge de séances de consultation auprès d'un psychologue ou d'un psychiatre.

§ 2. Dans le cadre des mesures d'assistance visées au paragraphe 1^{er}, la prise en charge des honoraires et des frais d'avocat, de procédure et de consultation psychologique ou psychiatrique se limite, en principe, à un montant global cumulé de 3718,40 euros.

A titre exceptionnel, sur demande dûment motivée, la prise en charge des frais peut excéder le seuil prévu à l'alinéa 1^{er}. L'auteur du signalement ou son représentant introduit cette demande dûment motivée auprès du service visé au paragraphe 3.

§ 3. Si une demande d'assistance juridique ou psychologique visée par l'article 16, § 2, est accordée, la gestion intervient par le biais de la Direction de la Chancellerie et de l'Expertise juridique du Secrétariat général si l'auteur du signalement est un membre du personnel, un stagiaire ou un ancien membre du personnel d'un service du Gouvernement wallon, ou, s'il s'agit d'un organisme d'intérêt public, par le biais du service désigné par le fonctionnaire général de cet organisme.

Le membre du personnel, le stagiaire ou l'ancien membre du personnel visé par l'article 14, § 1^{er}, communique au service visé à l'alinéa 1^{er}, les pièces justifiant les dépenses. A cet effet, sont communiqués, notamment, les citations, assignations et tous les actes judiciaires dans les 10 jours ouvrables de leur remise ou signification.

Les frais remboursés ou pris en charge, totalement ou partiellement, soit en vertu d'une autre disposition légale ou réglementaire, soit en vertu d'un contrat d'assurance souscrit par la victime ou par tout tiers, ne donnent pas lieu à une intervention.

Art. 18. Les modalités des demandes de mesures de soutien fixées par les articles 16 et 17 sont portées à la connaissance du personnel entrant dans le champ d'application du présent arrêté.

CHAPITRE 7. — *De la protection des données à caractère personnel*

Art. 19. § 1^{er}. Le référent intégrité traite des données à caractère personnel afin de mener à bien les missions qui lui sont confiées en vertu du présent arrêté et plus particulièrement lorsqu'il prend connaissance du signalement, en accuse réception, examine celui-ci et, le cas échéant, l'instruit.

§ 2. Le Secrétariat général ou l'organisme d'intérêt public dans lequel le référent exerce ses fonctions est le responsable de traitement.

Le référent intégrité traite les données à caractère personnel suivantes :

- 1° l'identité, c'est-à-dire les noms, prénoms, coordonnées et le service d'affectation de l'auteur du signalement ;
- 2° l'identité de la ou des personnes concernées par le signalement, en tant que personnes auxquelles l'irrégularité est attribuée ou en tant que personnes ayant contribué à l'irrégularité, ainsi que leurs coordonnées et leurs services d'affectation ;
- 3° l'identité de toute personne éventuellement liée à un signalement parce qu'elle aurait été témoin ou victime d'une irrégularité ou parce qu'elle pourrait apporter des éléments d'information dans le cadre de l'instruction menée par le référent intégrité, ainsi que ses coordonnées et son service d'affectation ;
- 4° toute autre donnée nécessaire transmise par l'auteur du signalement ou recueillie dans le cadre des missions décrites à l'article 11 se rapportant aux personnes listées aux points 1° à 3°, étant entendu que les données à caractère personnel qui ne sont manifestement pas pertinentes pour le traitement d'un signalement spécifique ne sont pas collectées ou, si elles le sont accidentellement, sont effacées sans retard injustifié.

Le référent intégrité peut solliciter les données visées ci-avant auprès des services du personnel des services du Gouvernement wallon ou d'un organisme d'intérêt public.

§ 3. Le référent intégrité transmet ces données uniquement dans les cas suivants :

- 1° en cas d'autorisation expresse donnée par la personne visée par la divulgation ;
- 2° en application de l'article 29 du Code d'instruction criminelle ;
- 3° il estime que le fonctionnaire général doit être informé de l'identité de la ou des personnes concernées afin de prendre les mesures adéquates ;
- 4° si cela apparaît nécessaire et proportionné, dans le cadre d'enquêtes menées par les autorités compétentes en matière de recherche d'infractions ou dans le cadre de procédures judiciaires, en vue de sauvegarder les droits de la défense des personnes mises en cause.

§ 4. Le référent intégrité informe les personnes concernées qu'elles font l'objet d'une instruction, sauf si cette information met en péril le bon déroulement de l'instruction.

§ 5. Les signalements réceptionnés dans le cadre du présent arrêté, en ce compris l'ensemble des données à caractère personnel collectées, sont détruites au bout de cinq ans à dater de l'expiration de la période de sept jours suivant un signalement écrit ou oral, sauf en cas de poursuite pénale ou d'action judiciaire, auquel cas les données sont conservées jusqu'à dix ans après l'issue des poursuites ou de l'action.

§ 6. Lorsqu'il utilise des canaux informatiques ou téléphoniques pour la réception des signalements, le référent intégrité veille à ce qu'ils soient établis et gérés d'une manière sécurisée garantissant la confidentialité de l'identité de l'auteur de signalement et de tout tiers mentionné dans le signalement et empêchant leur accès par des membres du personnel non autorisés.

CHAPITRE 8. — *Du signalement interne élargi au contexte professionnel*

Art. 20. § 1^{er}. Un signalement relatif à une irrégularité peut être introduite, auprès du référent intégrité, par toute personne physique, autre qu'un membre du personnel ou stagiaire visé par l'article 2, ou toute personne morale qui, dans un contexte professionnel avec un service du Gouvernement ou un organisme d'intérêt public, suspecte ou constate une irrégularité commise par un membre du personnel d'un service du Gouvernement wallon ou d'un organisme d'intérêt public ou par un organe de gestion d'un organisme d'intérêt public.

Pour l'application du paragraphe 1^{er}, l'irrégularité faisant l'objet du signalement doit voir été commise endéans les dix ans précédant le signalement.

§ 2. Le signalement au référent intégrité se fait par écrit, oralement ou les deux.

En cas de signalement oral, un procès-verbal est établi. Un signalement oral peut s'effectuer par téléphone, via d'autres moyens de communication électroniques ou, sur demande de l'auteur de signalement, par le biais d'une rencontre en personne dans un délai raisonnable.

Le signalement écrit ou le procès-verbal du signalement oral est signé par l'auteur du signalement et contient les éléments suivants :

- 1° la date du signalement ;
- 2° le nom et les coordonnées du membre du personnel, du stagiaire ou de l'ancien membre du personnel qui adresse le signalement ;
- 3° le nom du service du Gouvernement wallon ou de l'organisme d'intérêt public où l'auteur du signalement est en service ou était en service ;
- 4° le nom du service du Gouvernement wallon ou de l'organisme d'intérêt public concerné par l'irrégularité suspectée ;
- 5° la description de l'irrégularité suspectée. Cette description se limite à la seule désignation des faits et aux seules données pertinentes et nécessaires au regard de la finalité poursuivie.

Dans un délai de sept jours à compter de la réception, écrite ou orale, du signalement, le référent intégrité adresse à l'auteur du signalement un accusé de réception du signalement. Au même moment, s'il le juge utile, le référent intégrité peut inviter l'auteur du signalement à lui fournir, dans un délai raisonnable, toutes informations supplémentaires nécessaires à l'examen préliminaire du dossier, conformément à l'article 12.

Art. 21. Le référent intégrité traite le signalement selon les modalités fixées par les articles 11, 12, 13 et 19.

CHAPITRE 9. — *Des divulgations publiques*

Art. 22. § 1^{er}. Le membre du personnel, le stagiaire ou l'ancien membre du personnel qui, dans un contexte professionnel, obtient des informations sur une irrégularité suspectée, commise ou en voie d'être commise, au sein d'un service du Gouvernement wallon ou d'un organisme d'intérêt public, et qui fait une divulgation publique de ces informations bénéficie de la protection prévue par le présent arrêté si les conditions suivantes sont remplies :

1° la divulgation est indirecte, en ce sens que le membre du personnel, le stagiaire ou l'ancien membre du personnel a d'abord respecté les procédures de signalement prévues par le présent arrêté ou, le cas échéant, par le décret conjoint de la Communauté française et de la Région wallonne relativement au service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne ;

2° l'irrégularité suspectée faisant l'objet de la divulgation répond à la définition prévue par l'article 2, 5°, du présent arrêté ;

3° aucune mesure appropriée n'a été prise en réponse au signalement dans les délais applicables par le présent arrêté ou, le cas échéant, par le décret conjoint de la Communauté française et de la Région wallonne relativement au service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne.

§ 2. Le présent article ne s'applique pas aux cas dans lesquels une personne révèle directement des informations à la presse en vertu de dispositions spécifiques établissant un système de protection relatif à la liberté d'expression et d'information.

CHAPITRE 10. — *Dispositions finales*

Art. 23. Au minimum une fois tous les trois ans, les procédures de réception et de suivi des signalements prévues par le présent arrêté font l'objet d'un réexamen par le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions, tenant compte du retour d'expérience, en ce compris des données arrêtées dans les rapports d'activités annuels des référents intégrité et, le cas échéant, sont adaptées. Le réexamen réalisé est consigné dans un rapport de synthèse.

Art. 24. Les droits prévus par le présent arrêté ne peuvent faire l'objet d'une renonciation ni être limités par un quelconque accord ou une quelconque politique, forme d'emploi ou condition de travail, y compris une convention d'arbitrage.

Art. 25. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 26. Le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 13 octobre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2022/34178]

13. OKTOBER 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung mit verschiedenen Bestimmungen bezüglich der Meldung von Informationen über eine vermutete Unregelmäßigkeit innerhalb einer Dienststelle der Wallonischen Regierung oder einer Einrichtung öffentlichen Interesses, auf die das Dekret vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, Anwendung findet

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 § 3, ersetzt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Berichts vom 15. Juni 2021, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 24. November 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 10. März 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 13. Mai 2022 abgegebenen Stellungnahme der Datenschutzbehörde Nr. 90/2022;

Aufgrund des am 3. Juni 2022 abgeschlossenen Verhandlungsprotokolls Nr. 824 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 8. August 2022 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 71.765/2/V des Staatsrats;

Auf Vorschlag der Ministerin für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — *Anwendungsbereich und Definitionen*

Artikel 1 - § 1. Durch den vorliegenden Erlass wird für das in Absatz 2 genannte Personal die Richtlinie 2019/1937 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2019 zum Schutz von Personen, die Verstöße gegen das Unionsrecht melden, teilweise umgesetzt.

Er findet Anwendung auf die Personalmitglieder, die Personalmitglieder auf Probe und die ehemaligen Personalmitglieder der Dienststellen der Wallonischen Regierung und der Einrichtungen öffentlichen Interesses, auf die das Dekret vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, Anwendung findet.

Er setzt das interne System für die Meldung von Informationen über eine oder mehrere vermutete Unregelmäßigkeiten um, die innerhalb der Dienststellen der Wallonischen Regierung oder der in Absatz 2 genannten Einrichtungen öffentlichen Interesses begangen wurden oder begangen zu werden drohen, und legt Mindestnormen für den Schutz des Personals fest, das solche Informationen meldet.

§ 2. Der vorliegende Erlass berührt nicht die Vorschriften über die Ausübung des Rechts der Bediensteten, ihre Gewerkschaftsorganisation zu konsultieren, und über den Schutz vor jeder ungerechtfertigten benachteiligenden Maßnahme, die durch eine solche Konsultation hervorgerufen wird.

Dieser Erlass berührt nicht das Recht jedes Bediensteten, vor einer Meldung oder anstelle einer Meldung seine Gewerkschaftsorganisation zu konsultieren, wenn er dies für sinnvoll hält. Die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses finden jedoch insoweit Anwendung, als sie für den Hinweisgeber günstiger sind.

§ 3. Der vorliegende Erlass ist nicht anwendbar:

1° auf den Bereich der nationalen Sicherheit außer in Bezug auf Meldungen von Unregelmäßigkeiten, die Vorschriften für öffentliche Aufträge in den Bereichen Verteidigung und Sicherheit betreffen, insofern diese Vorschriften den Titeln 1 und 2 des Gesetzes vom 13. August 2011 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge in den Bereichen Verteidigung und Sicherheit, dem Gesetz vom 17. Juni 2013 über die Begründung, die Unterrichtung und die Rechtsmittel im Bereich der öffentlichen Aufträge, bestimmter Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge und der Konzessionen, den Titeln 2 und 3 des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über öffentliche Aufträge oder dem Gesetz vom 17. Juni 2016 über die Konzessionsverträge unterliegen. Abweichend davon ist der vorliegende Erlass nicht auf Meldungen von Unregelmäßigkeiten anwendbar, die im Rahmen von öffentlichen Aufträgen im Sinne des oben genannten Gesetzes vom 13. August 2011 erfolgen, wenn diese unter Artikel 346 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union fallen;

2° auf Verschlussachen;

3° auf Informationen, die unter das richterliche Beratungsgeheimnis fallen;

4° auf das Strafprozessrecht.

Diese Informationen unterliegen weiterhin den einschlägigen Bestimmungen des Unionsrechts oder des nationalen Rechts.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Hinweisgeber: das Personalmitglied, das Informationen über Unregelmäßigkeiten, die es im Rahmen seiner beruflichen Tätigkeit erhalten hat, meldet oder offenlegt, oder in Anwendung von Kapitel VIII die natürliche oder juristische Person, die Informationen über Unregelmäßigkeiten, die sie im Zusammenhang mit ihren Arbeitstätigkeiten mit einer Dienststelle der Regierung oder einer Einrichtung öffentlichen Interesses erlangt hat, meldet;

2° Personalmitglied: das statutarische Personalmitglied oder das Personalmitglied, das im Rahmen eines Arbeitsvertrags in einer Dienststelle der Wallonischen Regierung oder einer Einrichtung öffentlichen Interesses eingestellt wurde, einschließlich der Personen, die aufgrund ihres Standes oder ihres Berufs Geheimnisse verwahren, die ihnen anvertraut werden, einschließlich der Gewerkschaftsvertreter;

3° Personalmitglied auf Probe: die Person, die, ohne Personalmitglied im Sinne von Ziffer 1 zu sein, ihre Probezeit in einer Dienststelle der Wallonischen Regierung oder einer Einrichtung öffentlichen Interesses absolviert;

4° Ehemaliges Personalmitglied: die in Ziffer 1 genannte Person, die nicht mehr im Dienst ist;

5° Einrichtung öffentlichen Interesses: die in dem Dekret vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, erwähnte Einrichtung öffentlichen Interesses;

6° Gewerkschaftsorganisation: eine anerkannte Gewerkschaftsorganisation im Sinne des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Regelung der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die von diesen Behörden abhängen;

7° Meldung oder melden: die mündliche oder schriftliche Mitteilung von Informationen über Verstöße;

8° Interne Meldung: die mündliche oder schriftliche Mitteilung von Informationen über Verstöße bei einem Integritätsbeauftragten;

9° Externe Meldung: die mündliche oder schriftliche Mitteilung von Informationen über Verstöße bei dem Vermittler der Wallonischen Region;

10° Informationen über Verstöße: Informationen, einschließlich begründeter Verdachtsmomente, in Bezug auf tatsächliche oder potenzielle Verstöße, die in einer Dienststelle der Wallonischen Regierung oder einer Einrichtung öffentlichen Interesses, in der der Hinweisgeber tätig ist oder war, oder - für die Anwendung von Kapitel VIII - mit der der Hinweisgeber aufgrund seiner beruflichen Tätigkeit im Kontakt steht oder stand, bereits begangen wurden oder sehr wahrscheinlich erfolgen werden, sowie in Bezug auf Versuche der Verschleierung solcher Verstöße;

11° Unregelmäßigkeit:

a) die Ausführung oder Unterlassung einer Handlung durch ein Personalmitglied im Rahmen der Ausübung seiner Funktionen oder durch ein Verwaltungsorgan einer Einrichtung öffentlichen Interesses, die den Interessen der Wallonischen Region im weitesten Sinne oder dem öffentlichen Interesse schadet oder eine Bedrohung darstellt und die:

- einen Verstoß gegen eine unmittelbar anwendbare europäische Norm, ein Gesetz, ein Dekret, einen Erlass, ein Rundschreiben, eine interne Vorschrift oder ein internes Verfahren darstellt oder

- ein unannehmbares Risiko für das Leben, die Gesundheit oder die Sicherheit von Personen oder für die Umwelt mit sich bringt,

b) die Tatsache, dass ein Personalmitglied oder ein Verwaltungsorgan einer Einrichtung öffentlichen Interesses wissentlich eine Unregelmäßigkeit im Sinne von Buchstabe a angeordnet oder zu einer solchen geraten hat;

12° der Integritätsbeauftragte: der Bedienstete, der in Anwendung des vorliegenden Erlasses als Kontaktstelle in der internen Komponente des Systems zur Meldung von Informationen über eine vermutete, begangene oder drohende Unregelmäßigkeit benannt wurde;

13° Generalbeamter: das Personalmitglied, das als Mandatsinhaber im Dienstrang A1 für den Öffentlichen Dienst der Wallonie benannt wurde, oder das Personalmitglied, das als Verantwortlicher für eine andere Dienststelle der Wallonischen Regierung benannt wurde, oder, wenn es sich um eine Einrichtung öffentlichen Interesses handelt, der leitende Generalbeamte dieser Einrichtung;

14° beruflicher Kontext: laufende oder frühere Arbeitstätigkeiten in einer Dienststelle der Wallonischen Regierung oder einer Einrichtung öffentlichen Interesses oder - für die Anwendung von Kapitel VIII - ausgeführt in Verbindung mit einem Dienst der Wallonischen Regierung oder einer Einrichtung öffentlichen Interesses, durch die Personen unabhängig von der Art der Tätigkeiten Informationen über Unregelmäßigkeiten erlangen und bei denen sich diese Personen Repressalien ausgesetzt sehen könnten, wenn sie diese Informationen melden würden;

15° Folgemaßnahmen: vom Integritätsbeauftragten ergriffene Maßnahmen zur Prüfung der Stichhaltigkeit der in der Meldung erhobenen Behauptungen und gegebenenfalls von ihm vorgeschlagene Maßnahmen, um gegen die gemeldete Unregelmäßigkeit vorzugehen;

16° Mittler: das Personalmitglied, das Personalmitglied auf Probe oder das ehemalige Personalmitglied, das einen Hinweisgeber bei dem Meldeverfahren unterstützt oder unterstützt hat und dessen Unterstützung vertraulich ist;

17° die an der Untersuchung beteiligte Person: das Personalmitglied, das Personalmitglied auf Probe oder das ehemalige Personalmitglied, das gemäß Artikel 13 des vorliegenden Erlasses vom Integritätsbeauftragten aufgefordert wird, eine Aussage zu machen, um objektive Informationen zu sammeln, und dessen Beteiligung vertraulich ist;

18° betroffene Person: das Personalmitglied, das Personalmitglied auf Probe oder das ehemalige Personalmitglied, das in der Meldung oder in der Offenlegung als eine Person bezeichnet wird, der die Unregelmäßigkeit zugeschrieben wird, oder als Person, die zu der Unregelmäßigkeit beigetragen hat;

19° Repressalien: direkte oder indirekte Handlungen oder Unterlassungen in einem beruflichen Kontext, die durch eine interne Meldung oder eine Offenlegung, durch Unterstützung bei einer Meldung, durch eine Aussage im Rahmen der Untersuchung einer Meldung oder durch die Ausübung der Funktion eines Integritätsbeauftragten ausgelöst werden und die je nach Fall dem Hinweisgeber, dem Mittler, der beteiligten Person oder dem Integritätsbeauftragten einen ungerechtfertigten Schaden zufügen oder zufügen können;

20° Offenlegung: das öffentliche Zugänglichmachen von Informationen über eine vermutete, begangene oder drohende Unregelmäßigkeit innerhalb der Dienststellen der Wallonischen Regierung oder der Einrichtungen öffentlichen Interesses.

Nicht unter die Definition von Ziffer 11 fällt die Ausführung oder Unterlassung einer Handlung, die ausschließlich die individuellen Rechte eines Personalmitglieds beeinträchtigt und für die es andere Kanäle oder Verfahren zur Meldung gibt, insbesondere:

a) Mobbing, Gewalt am Arbeitsplatz und sexuelle Belästigung am Arbeitsplatz gegenüber den in Artikel 2 § 1 Ziffer 1 des Gesetzes vom 4. August 1996 über das Wohlbefinden der Arbeitnehmer bei der Ausführung ihrer Arbeit genannten Personen;

b) Diskriminierung aufgrund:

- des Alters, der sexuellen Ausrichtung, des Personenstands, der Geburt, des Vermögens, der religiösen oder weltanschaulichen Überzeugung, der politischen Überzeugung, der gewerkschaftlichen Überzeugung, der Sprache, des aktuellen oder künftigen Gesundheitszustands, einer Behinderung, eines körperlichen oder genetischen Merkmals oder der sozialen Herkunft im Sinne von Artikel 4 Ziffer 4 des Gesetzes vom 10. Mai 2007 zur Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung;

- des Geschlechts, der Schwangerschaft, der Entbindung oder der Mutterschaft im Sinne der Artikel 3 und 4 des Gesetzes vom 10. Mai 2007 zur Bekämpfung der Diskriminierung zwischen Frauen und Männern;

- der Staatsangehörigkeit, einer angeblichen Rasse, der Hautfarbe, der Abstammung oder der nationalen oder ethnischen Herkunft im Sinne von Artikel 3 des Gesetzes vom 10. Mai 2007 zur Abänderung des Gesetzes vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen.

KAPITEL 2 — Benennung von Integritätsbeauftragten und deren Unabhängigkeit

Art. 3 - § 1. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, benennt gemäß den nachstehend aufgeführten Modalitäten die Integritätsbeauftragten, und zwar:

1° ein effektiver Beauftragter und ein stellvertretender Beauftragter für alle Dienststellen der Wallonischen Regierung, auf Vorschlag des strategischen Ausschusses des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

2° ein Beauftragter pro Einrichtung öffentlichen Interesses, auf Vorschlag des Kollegiums der leitenden Generalbeamten.

Wenn es in einer Einrichtung öffentlichen Interesses keinen Integritätsbeauftragten gibt, ist der effektive oder stellvertretende Integritätsbeauftragte der Dienststellen der Wallonischen Regierung der Integritätsbeauftragte dieser Einrichtung.

§ 2. Die Existenz, die Identität, die Verfügbarkeit, die Erreichbarkeit und die Aufgaben des Integritätsbeauftragten werden dem Personal, das in den Anwendungsbereich des vorliegenden Erlasses fällt, zur Kenntnis gebracht.

§ 3. Die in § 1 genannten Integritätsbeauftragten werden auf der Grundlage einer vergleichenden Auswahl benannt.

Um an einer vergleichenden Auswahl für die Funktion des Integritätsbeauftragten teilnehmen zu können, müssen die Bewerber Mitglieder des statutarischen Personals der Stufe A sein und über eine mindestens zehnjährige Erfahrung im öffentlichen Dienst verfügen.

Von der in Absatz 2 genannten Anforderung der zehnjährigen Erfahrung kann abgewichen werden, wenn keiner der Bewerber für die Funktion des Beauftragten diese Anforderung erfüllt, wobei ein Minimum von vier Jahren jedoch in allen Fällen erreicht werden muss.

Für die Berechnung der in Absatz 2 genannten Erfahrung werden die tatsächlichen Dienste angerechnet, die das Personalmitglied in irgendeiner Eigenschaft und ohne freiwillige Unterbrechung als Inhaber einer Funktion mit vollen Leistungen im öffentlichen Dienst erbracht hat.

§ 4. Die Bewerber für die Funktion des Integritätsbeauftragten müssen über das Diplom und die spezifischen technischen und verhaltensbezogenen Kompetenzen verfügen, die in der diesbezüglichen Funktionsbeschreibung, die von der Wallonischen Regierung validiert wurde, vorgesehen sind.

§ 5. Bewerbungen werden beim Generalbeamten der Dienststelle oder der Einrichtung öffentlichen Interesses eingereicht, in der die Funktion des Integritätsbeauftragten besetzt werden soll. Dieser Generalbeamte prüft ihre Zulässigkeit im Hinblick auf die in Paragraf 3 festgelegten Zulassungsbedingungen.

Jede Entscheidung über die Unzulässigkeit wird dem betreffenden Bewerber schriftlich und begründet mitgeteilt.

Die für zulässig erklärten Bewerbungen werden an den zuständigen Auswahlausschuss weitergeleitet.

§ 6. Es sind zwei Auswahlausschüsse vorgesehen:

1° der Strategische Ausschuss des Öffentlichen Dienstes der Wallonie als Auswahlausschuss für den Integritätsbeauftragten aller Dienststellen der Wallonischen Regierung;

2° das Kollegium der leitenden Generalbeamten als Auswahlausschuss für die Integritätsbeauftragten der Einrichtungen öffentlichen Interesses.

§ 7. Die Bewerber, deren Bewerbung für zulässig erklärt wurde, legen vor dem Auswahlausschuss eine Prüfung ab, deren Ziel es ist, die Kompetenzen und Fähigkeiten zu bewerten, die für die Ausübung der Funktion des Integritätsbeauftragten erforderlich sind. Der Ausschuss entscheidet über die Art der Prüfung.

§ 8. Im Anschluss an die Prüfung erstellt der Auswahlausschuss eine Rangliste der erfolgreichen Prüfungsteilnehmer. Die erfolgreichen Prüfungsteilnehmer werden in eine Anwerbsreserve aufgenommen, die zwei Jahre gültig ist.

Die Rangliste wird dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, übermittelt.

Art. 4 - § 1. Der Integritätsbeauftragte wird vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, auf ordnungsgemäß begründeten Vorschlag des Strategischen Ausschusses oder des Kollegiums der leitenden Generalbeamten für einen Zeitraum von sechs Jahren benannt, der einmal um denselben Zeitraum verlängert werden kann.

§ 2. Der Integritätsbeauftragte muss die für die Funktion vorgesehene Schulung innerhalb von drei Monaten nach dem Datum seiner Benennung absolviert haben.

§ 3. Die Benennung des Integritätsbeauftragten endet von Rechts wegen nach Ablauf des in Paragraf 1 vorgesehenen und gegebenenfalls verlängerten Zeitraums, oder wenn der Beauftragte nicht innerhalb der festgelegten Frist an der in Paragraf 2 vorgesehenen Schulung teilgenommen hat.

Der Integritätsbeauftragte kann auch beantragen, dass seine Benennung beendet wird; in diesem Fall ist eine Übergangszeit von sechs Monaten erforderlich. Dieser Zeitraum kann in gegenseitiger Absprache verkürzt werden.

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, kann die Benennung eines Integritätsbeauftragten wegen beruflicher Untauglichkeit auf ordnungsgemäß begründeten Vorschlag des Strategischen Ausschusses oder des Kollegiums der leitenden Generalbeamten beenden.

Art. 5 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, legt Richtlinien fest, um die Arbeitsmethode der Funktion des Integritätsbeauftragten zu definieren.

Art. 6 - Um seine Unabhängigkeit zu gewährleisten, ist der Integritätsbeauftragte im Rahmen der Ausübung dieser Funktion verwaltungstechnisch dem Generalsekretariat zugeordnet, wenn es sich um Dienststellen der Regierung handelt, oder wenn es sich um eine Einrichtung öffentlichen Interesses handelt, dem Generalbeamten dieser Einrichtung.

Der Generalbeamte hat keine hierarchische oder funktionelle Amtsgewalt gegenüber dem Integritätsbeauftragten, wenn dieser in Ausübung seiner Funktion handelt.

Art. 7 - Der Generalbeamte stellt sicher, dass der Integritätsbeauftragte seine Funktion unabhängig und effizient ausüben kann:

1° indem er ihn vor unangemessenen Einflüssen oder Druck von jeder Person und auf jede Weise, direkt oder indirekt, schützt, insbesondere vor Druck, um Informationen zu erhalten, die die Ausübung seiner Funktion betreffen oder betreffen könnten;

2° indem er ihm die erforderlichen Mittel zur Verfügung stellt, damit er seine Funktion in völlig vertraulicher Weise ausüben kann;

3° indem er ihm ermöglicht, alle Kontakte zu pflegen, die für die Ausübung seiner Funktion erforderlich sind;

4° indem er ihm ermöglicht, die für die Ausübung seiner Funktion erforderlichen Fähigkeiten und Kenntnisse zu erwerben oder zu verbessern.

Art. 8 - Der Integritätsbeauftragte darf keinen Repressalien ausgesetzt werden, die ganz oder teilweise auf Handlungen beruhen, die er in Ausübung seiner Funktion vorgenommen hat, einschließlich der Androhung von Repressalien oder des Versuchs von Repressalien.

Die in Absatz 1 genannten Repressalien sind insbesondere, sofern sie ganz oder teilweise auf Handlungen beruhen, die im Rahmen der Funktion des Integritätsbeauftragten vorgenommen wurden:

1° die Kündigung;

2° jegliche Disziplinarmaßnahmen;

3° jede negative Beurteilung der Meldung im Rahmen eines Beförderungsverfahrens;

4° die Aufgabenverlagerung oder die Änderung des Arbeitsortes;

5° die Verweigerung oder Aussetzung von Fortbildungsmaßnahmen;

6° eine negative Beurteilung oder eine negative Einschätzung der mit der Meldung verbundenen Fakten;

7° die Nötigung, Einschüchterung, Mobbing oder Ausgrenzung;

8° jegliche Diskriminierung, benachteiligende oder ungleiche Behandlung.

Art. 9 - § 1. Der Integritätsbeauftragte erhält den im Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2016 über den rechtlichen Beistand und die Sachschadenersatzleistung für die Personalmitglieder vorgesehenen rechtlichen Beistand.

§ 2. Zur Deckung der Kosten im Zusammenhang mit einer Klage oder einem Gerichtsverfahren, das von einem anderen Personalmitglied gegen den Integritätsbeauftragten wegen Tatsachen im Zusammenhang mit der Ausübung seiner Funktion eingereicht wird, schließt die Region zugunsten des Beauftragten eine Versicherung zur Deckung der Kosten ab, die für einen rechtlichen Beistand - zivilrechtliche und strafrechtliche Verteidigung - anfallen.

Die in Absatz 2 genannte Versicherung deckt die Kostenübernahme durch den Versicherer:

1° des Honorars des vom Personalmitglied gewählten Rechtsanwalts nach dessen üblichem Stundensatz bis zu einem Höchststundensatz von 150 Euro ohne MwSt. sowie der dem Rechtsanwalt entstandenen Kosten insofern sie für die Verteidigung der Interessen des Personalmitglieds notwendig sind;

2° der im Laufe des Verfahrens zu zahlenden Gerichtskosten sowie die Gerichtskosten und die Verfahrensschädigung, zu deren Zahlung das Personalmitglied gegebenenfalls verurteilt wird;

3° die eventuellen Sachverständigenkosten, insofern sie für die Verteidigung der Interessen des Personalmitglieds notwendig sind.

Der in Absatz 1 Ziffer 1 genannte Betrag wird am 1. Januar eines jeden Jahres auf der Grundlage des Gesundheitsindex indexiert. Der Referenzindex ist der Index vom 1. Januar 2013.

Die Versicherung nach Absatz 2 deckt weder schwerwiegende noch gewöhnliche leichte Fehler ab.

KAPITEL 3 - Interne Meldung durch ein Personalmitglied, ein Personalmitglied auf Probe oder ein ehemaliges Personalmitglied

Art. 10 - § 1. Außer wenn es sich in einer der in Paragraph 6 vorgesehenen Situationen befindet, kann ein Personalmitglied oder ein Personalmitglied auf Probe, das in einem beruflichen Kontext Informationen über eine vermutete, begangene oder drohende Unregelmäßigkeit innerhalb einer Dienststelle der Wallonischen Regierung oder einer Einrichtung öffentlichen Interesses erhält, dies seinem Vorgesetzten oder dem Integritätsbeauftragten melden. Wendet sich das Personalmitglied oder das Personalmitglied auf Probe zunächst an seinen Vorgesetzten, trägt dieser dafür Sorge, dass die Akte am Tag der Meldung unverändert an den Integritätsbeauftragten weitergeleitet wird.

Außer wenn es sich in einer der in Paragraph 6 vorgesehenen Situationen befindet, kann ein ehemaliges Personalmitglied, das in einem beruflichen Kontext Informationen über eine vermutete begangene Unregelmäßigkeit innerhalb einer Dienststelle der Wallonischen Regierung oder einer Einrichtung öffentlichen Interesses erhalten hat, dies dem Generalbeamten oder dem Integritätsbeauftragten melden. Wendet sich das ehemalige Personalmitglied zunächst an den Generalbeamten, trägt dieser dafür Sorge, dass die Akte am Tag der Meldung unverändert an den Integritätsbeauftragten weitergeleitet wird.

Für die Anwendung der Absätze 1 und 2 muss die vermutete Unregelmäßigkeit, die Gegenstand der Meldung ist, innerhalb von zehn Jahren vor dem Tag der Meldung begangen worden sein.

§ 2. Anonyme Meldungen über vermutete Unregelmäßigkeiten werden nicht berücksichtigt.

§ 3. Der Integritätsbeauftragte, der direkt oder über einen Mittler eine Meldung entgegennimmt, hält das in den Artikeln 12 und 13 vorgesehene Verfahren zur Weiterverfolgung ein.

Der Vorgesetzte oder Generalbeamte, der eine Meldung entgegennimmt, wahrt die Vertraulichkeit der Identität des Hinweisgebers sowie aller in der Meldung erwähnten oder mit ihr in Verbindung stehenden Personen und stellt gemäß Artikel 14 sicher, dass der Hinweisgeber keinen Repressalien ausgesetzt wird.

§ 4. Die Meldung an den Integritätsbeauftragten oder, je nach Fall, an den Vorgesetzten oder den Generalbeamten erfolgt in schriftlicher oder mündlicher oder in beiden Formen.

Bei einer mündlichen Meldung wird ein Protokoll erstellt.

Mündliche Meldungen müssen per Telefon oder mittels anderen elektronischer Kommunikationsmitteln sowie - auf Ersuchen des Hinweisgebers - im Wege einer physischen Zusammenkunft innerhalb eines angemessenen Zeitrahmens möglich sein.

§ 5. Die schriftliche Meldung oder das Protokoll der mündlichen Meldung wird von dem Hinweisgeber unterzeichnet und enthält folgende Angaben:

1° das Datum der Meldung;

2° den Namen und die Kontaktdaten des Personalmitglieds, des Personalmitglieds auf Probe oder des ehemaligen Personalmitglieds, das die Meldung macht;

3° den Namen der Dienststelle der Wallonischen Regierung oder der Einrichtung öffentlichen Interesses, bei der der Hinweisgeber angestellt ist oder war;

4° den Namen der Dienststelle der Wallonischen Regierung oder der Einrichtung öffentlichen Interesses, die von der vermuteten Unregelmäßigkeit betroffen ist;

5° die Beschreibung der vermuteten Unregelmäßigkeit. Diese Beschreibung beschränkt sich auf die Bezeichnung des Sachverhalts und auf die Daten, die im Hinblick auf den verfolgten Zweck relevant und notwendig sind.

Innerhalb von sieben Tagen nach Eingang der Meldung in schriftlicher oder mündlicher Form übermittelt der Integritätsbeauftragte dem Hinweisgeber eine Bestätigung über den Eingang der Meldung. Gleichzeitig kann der Integritätsbeauftragte, wenn er es für angemessen hält, den Hinweisgeber auffordern, ihm innerhalb einer angemessenen Frist alle zusätzlichen Informationen zu übermitteln, die für eine vorläufige Prüfung des Falls gemäß Artikel 12 erforderlich sind.

§ 6. Das Personalmitglied, das Personalmitglied auf Probe oder das ehemalige Personalmitglied, das in einem beruflichen Kontext Informationen über eine vermutete, begangene oder drohende Unregelmäßigkeit innerhalb einer Dienststelle der Wallonischen Regierung oder einer Einrichtung öffentlichen Interesses erhält, kann seine Meldung gemäß dem Verfahren, das im gemeinsamen Dekret der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region zur Gründung eines gemeinsamen Vermittlungsdienstes der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region vorgesehen ist, direkt beim Vermittler einreichen, wenn es sich in einer der folgenden Situationen befindet:

1° wenn er aufgrund des Gegenstands der vermuteten Unregelmäßigkeit oder der Eigenschaft der Person, die verdächtigt wird, die Unregelmäßigkeit begangen zu haben, befürchten muss, dass die Meldung an den Integritätsbeauftragten die Wirksamkeit des Verfahrens beeinträchtigen könnte;

2° wenn es seine Aufgabe ist, die interne Meldung zu gewährleisten;

3° wenn kein Beauftragter für die betroffene Dienststelle oder Einrichtung öffentlichen Interesses benannt wurde.

§ 7. Die vorgesehenen Modalitäten der internen Meldung, einschließlich der Regeln zur Vertraulichkeit, werden dem Personal, das in den Anwendungsbereich des vorliegenden Erlasses fällt, zur Kenntnis gebracht.

KAPITEL 4 — *Aufgaben des Integritätsbeauftragten*

Art. 11 - § 1. Der Integritätsbeauftragte:

1° hört zu, informiert und berät den Hinweisgeber, jede Person, die einen Hinweis in Erwägung zieht oder einen Hinweisgeber unterstützt;

2° prüft jede Meldung und untersucht sie ggf.;

3° ist verpflichtet, über die Existenz und die Bedingungen für die Inanspruchnahme der externen Meldung zu informieren.

Gegebenenfalls:

1° informiert der Integritätsbeauftragte den Hinweisgeber über die Existenz und die Bedingungen für die Inanspruchnahme anderer Meldekanäle sowie über die Modalitäten des sich daraus ergebenden Schutzes;

2° verweist der Integritätsbeauftragte den Hinweisgeber an die zuständige Stelle, wenn die Meldung nicht in seinen Zuständigkeitsbereich fällt.

§ 2. Der Integritätsbeauftragte ist an das Berufsgeheimnis gebunden.

§ 3. Der Integritätsbeauftragte wahrt die Vertraulichkeit der Identität des Hinweisgebers, der Mittler, der an der Untersuchung beteiligten Personen, der betroffenen Personen und gegebenenfalls aller anderen in der Meldung genannten Dritten. Dies gilt auch für alle anderen Informationen, aus denen die Identität der vorerwähnten Personen direkt oder indirekt abgeleitet werden kann.

In Abweichung von Absatz 1 können die Identität des Hinweisgebers, der Mittler, der an der Untersuchung beteiligten Personen, der betroffenen Personen oder aller in der Meldung genannten Dritten sowie alle anderen Informationen, aus denen die Identität des Hinweisgebers direkt oder indirekt abgeleitet werden kann, offengelegt werden:

1° wenn die Person die Offenlegung ausdrücklich erlaubt;

2° in Anwendung von Artikel 29 des Strafprozessgesetzbuches;

3° wenn dies im Rahmen von Untersuchungen der für die Aufdeckung von Verstößen zuständigen Behörden oder im Rahmen von Gerichtsverfahren notwendig und verhältnismäßig erscheint im Hinblick auf die Wahrung der Verteidigungsrechte der betroffenen Person.

Wenn in Anwendung von Absatz 2 die Identität einer Person oder jede andere Information, aus der diese Identität direkt oder indirekt abgeleitet werden kann, offengelegt werden kann, informiert der Integritätsbeauftragte die Person, die Gegenstand der Offenlegung ist, vorab und begründet die Offenlegung, es sei denn, diese Vorabinformation würde laufende Untersuchungen oder Gerichtsverfahren gefährden.

Jede Person, die gemäß dem vorliegenden Erlass nicht befugt ist, ein schriftliches Dokument oder darin enthaltene Informationen im Zusammenhang mit einer Meldung gemäß dem vorliegenden Erlass zur Kenntnis zu nehmen, und die dennoch ein solches Dokument oder solche Informationen erhält, unterliegt der gleichen Schweigepflicht.

§ 4. Gemäß den Artikeln 16 und 17 nimmt der Integritätsbeauftragte Anträge von Hinweisgebern auf unterstützende Maßnahmen entgegen und entscheidet über diese, einschließlich Anträge auf rechtlichen Beistand oder psychologische Betreuung im Rahmen von Gerichtsverfahren gemäß Artikel 17. Bei einem Antrag auf eine unterstützende Maßnahme wendet der Integritätsbeauftragte das in Artikel 16 § 3 festgelegte Verfahren an.

§ 5. Zum Zwecke der Transparenz erstellt der Integritätsbeauftragte einen jährlichen Tätigkeitsbericht, der eine regelmäßige Bestandsaufnahme seiner Aufgabe ermöglicht. Dieser Bericht wird dem Generalbeamten spätestens bis zum 30. Juni des Jahres, das auf das Jahr folgt, das Gegenstand des Berichts ist, übermittelt.

Um ein einheitliches Informationsniveau zu gewährleisten, legt der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, eine Vorlage für den jährlichen Tätigkeitsbericht fest, die von jedem Integritätsbeauftragten zu verwenden ist. Diese Berichtsvorlage enthält mindestens die folgenden Informationen:

a) die Anzahl der eingegangenen Meldungen;

b) die Anzahl der auf diese Meldungen hin eingeleiteten Untersuchungen und Verfahren sowie deren Ergebnis und

c) falls festgestellt, der geschätzte finanzielle Schaden und die Beträge, die als Ergebnis von Untersuchungen und Verfahren im Zusammenhang mit den gemeldeten Unregelmäßigkeiten beigetrieben wurden.

KAPITEL 5 — *Folgemassnahmen zu einer Meldung*

Art. 12 - § 1. Der Integritätsbeauftragte prüft zunächst die Zulässigkeit und Begründetheit der Meldung auf der Grundlage der übermittelten Informationen und Unterlagen.

Die Meldung beruht auf dem begründeten Verdacht, dass eine Unregelmäßigkeit im Sinne von Artikel 2 Ziffer 11 stattgefunden hat, gerade stattfindet oder mit hoher Wahrscheinlichkeit stattfinden wird.

§ 2. Nach der Vorprüfung gemäß Paragraph 1 führt der Integritätsbeauftragte folgende Schritte durch:

1° Er schließt die Prüfung ab, wenn er feststellt, dass die Meldung unzulässig oder offensichtlich unbegründet ist;

2° Er schließt die Prüfung ab, wenn er nach ordnungsgemäßer Prüfung der Akte entscheidet, dass die gemeldete Unregelmäßigkeit offensichtlich geringfügig ist und keine weiteren Folgemaßnahmen gemäß dem vorliegenden Erlass erfordert. Diese Entscheidung berührt weder andere Verpflichtungen oder anwendbare Verfahren zur Behebung der gemeldeten geringfügigen Unregelmäßigkeit noch den durch den vorliegenden Erlass gewährten Schutz;

3° Er leitet eine Untersuchung gemäß Artikel 13 ein, wenn er feststellt, dass die Meldung zulässig und nicht offensichtlich unbegründet ist.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 2 ist unter offensichtlich geringfügiger Unregelmäßigkeit die Ausführung oder Unterlassung einer Handlung ohne Wiederholungscharakter durch ein Personalmitglied im Rahmen der Ausübung seiner Funktionen oder durch ein Verwaltungsorgan zu verstehen, die einen Verstoß gegen einen Erlass, ein Rundschreiben, eine interne Vorschrift oder ein anwendbares internes Verfahren darstellt und die auf einen rein materiellen oder administrativen Fehler zurückzuführen ist.

Bei wiederholten Meldungen, die keine signifikanten neuen Informationen in Bezug auf eine abgeschlossene frühere Meldung enthalten, kann der Integritätsbeauftragte den sofortigen Abschluss der Prüfung der Meldung beschließen.

Wird eine Untersuchung eingeleitet, informiert der Integritätsbeauftragte den Generalbeamten, dem die Dienststelle der Wallonischen Regierung oder die Einrichtung öffentlichen Interesses untersteht, die von der vermuteten Unregelmäßigkeit betroffen ist, es sei denn, es gibt genügend Anhaltspunkte für die Annahme, dass der Generalbeamte beteiligt ist; in diesem Fall informiert er den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört.

In allen Fällen hält der Integritätsbeauftragte seine Feststellung in einer begründeten schriftlichen Entscheidung fest, gegebenenfalls zusammen mit einschlägigen Empfehlungen, die er an den Hinweisgeber richtet. Schließt der Integritätsbeauftragte die Prüfung gemäß Absatz 1 Ziffer 2 ab, informiert er den Generalbeamten der Dienststelle oder der Einrichtung öffentlichen Interesses, in der die offensichtlich geringfügige Unregelmäßigkeit vermutet wird, über die weiteren Schritte.

Art. 13 - § 1. Im Rahmen der Untersuchung der Meldung:

- 1° wendet der Integritätsbeauftragte die Grundsätze der guten Verwaltung an;
- 2° beachtet er die Rechte der Verteidigung;
- 3° dokumentiert und begründet er jede Handlung und jede Entscheidung ordnungsgemäß;
- 4° erstellt er schriftlich einen Untersuchungsauftrag zu der vermuteten Unregelmäßigkeit;
- 5° erstellt er schriftlich einen ausführlichen Bericht über die durchgeführte Untersuchung.

§ 2. Der in Paragraph 1 Ziffer 4 genannte Untersuchungsauftrag ist datiert und unterzeichnet und enthält die folgenden Angaben:

1° die Beschreibung der vermuteten Unregelmäßigkeit. Diese Beschreibung beschränkt sich auf die ausschließliche Bezeichnung der Tatsachen und die alleinigen Daten, die im Hinblick auf den verfolgten Zweck relevant und notwendig sind;

2° den Namen der Dienststelle der Wallonischen Regierung oder der Einrichtung öffentlichen Interesses, die von der vermuteten Unregelmäßigkeit betroffen ist;

3° die Fragen der Untersuchung;

4° die Möglichkeit, dass die Untersuchung auf Tatsachen und Umstände ausgedehnt wird, die im Laufe der Untersuchung ans Licht kommen und die für die Bestimmung des Ausmaßes, der Art und der Schwere der vermuteten Unregelmäßigkeit nützlich sein können.

Jede Änderung des Untersuchungsauftrags wird von dem Integritätsbeauftragten schriftlich in einem datierten und unterzeichneten Zusatz festgehalten.

§ 3. In Anwendung der Paragraphen 1 und 2 kann der Integritätsbeauftragte jede Feststellung vor Ort in einer Dienststelle der Wallonischen Regierung oder in einer Einrichtung öffentlichen Interesses vornehmen, die er für nützlich hält, jedes Personalmitglied, jedes Personalmitglied auf Probe oder jedes ehemalige Personalmitglied an der Untersuchung beteiligen, wenn er dies für nützlich hält, und sich von einer Dienststelle der Wallonischen Regierung oder einer Einrichtung öffentlichen Interesses alle Dokumente und Informationen übermitteln lassen, die er für notwendig erachtet.

Der Integritätsbeauftragte kann der Dienststelle der Wallonischen Regierung oder der Einrichtung öffentlichen Interesses, an die er Fragen richtet, zwingende Fristen für die Beantwortung auferlegen.

Gemäß Paragraph 1 Ziffer 3 ist jede Entscheidung des Beauftragten zur Feststellung vor Ort, zur Beteiligung an der Untersuchung oder zur Übermittlung von Dokumenten und Informationen im Hinblick auf den verfolgten Zweck ordnungsgemäß zu begründen. Diese Begründung belegt die Notwendigkeit und Relevanz der Feststellung, Beteiligung oder Mitteilung im Hinblick auf den Zweck der Untersuchung, d.h. die Bestimmung von Umfang, Art und Schwere der vermuteten Unregelmäßigkeit.

Vorbehaltlich der Anwendung von Artikel 1 Paragraph 3 darf dem Integritätsbeauftragten keine Feststellung vor Ort, keine Beteiligung an der Untersuchung verweigert und keine Dokumente oder Informationen verweigert werden, die von ihm im Rahmen einer Untersuchung beantragt und gemäß Absatz 2 ordnungsgemäß begründet wurde.

§ 4. Jedes Personalmitglied, jedes Personalmitglied auf Probe oder jedes ehemalige Personalmitglied hat das Recht, sich von einem Rechtsbeistand seiner Wahl unterstützen zu lassen.

Der Integritätsbeauftragte übermittelt der Person, die an der Untersuchung beteiligt ist, eine schriftliche Mitteilung.

Diese Mitteilung enthält die folgenden Informationen:

1° die Beschreibung der vermuteten Unregelmäßigkeit, die Gegenstand der Untersuchung ist. Diese Beschreibung beschränkt sich auf die ausschließliche Bezeichnung der Tatsachen und die alleinigen Daten, die im Hinblick auf den verfolgten Zweck relevant und notwendig sind;

2° die Möglichkeit, dass die Untersuchung auf Tatsachen und Umstände ausgedehnt wird, die im Laufe der Untersuchung ans Licht kommen und die für die Bestimmung des Ausmaßes, der Art und der Schwere der vermuteten Unregelmäßigkeit nützlich sein können;

3° das Recht, sich von einem Rechtsbeistand seiner Wahl unterstützen zu lassen.

Diese Mitteilung findet keine Anwendung, wenn das Interesse der Untersuchung dies erfordert.

Der Integritätsbeauftragte:

1° gewährleistet, dass die an der Untersuchung beteiligte Person ihre Aussage frei machen kann, vorbehaltlich der geltenden Geheimnisse gemäß Paragraph 5 und Artikel 1 § 3;

2° holt jede Aussage ein, um objektive Informationen zu sammeln;

3° erstellt über jede Aussage ein schriftliches Protokoll.

Die an der Untersuchung beteiligte Person kann das schriftliche Protokoll ihrer Aussage ergänzen.

Das schriftliche Protokoll jeder Aussage, das gegebenenfalls ergänzt wird, wird datiert und von allen anwesenden Personen unterzeichnet. Jede Seite des Protokolls ist nummeriert.

Verweigert die an der Untersuchung beteiligte Person oder gegebenenfalls ihr Rechtsbeistand die Unterschrift, so wird dies in dem schriftlichen Protokoll vermerkt.

Nach Abschluss der Untersuchung erhält jede an der Untersuchung beteiligte Person eine unterzeichnete Kopie ihrer Aussage.

§ 5. Unbeschadet von Artikel 1 § 3 kann der geheime oder vertrauliche Charakter der Schriftstücke, deren Übermittlung er beantragt, ihm gegenüber nicht geltend gemacht werden.

§ 6. Wenn der Integritätsbeauftragte zu einem beliebigen Zeitpunkt der Untersuchung der Auffassung ist, dass er über hinreichende Anhaltspunkte verfügt, um zu dem Schluss zu kommen, dass er Kenntnis von einem Verbrechen oder Vergehen erlangt hat, wendet er unverzüglich das in Artikel 29 des Strafprozessgesetzbuches vorgesehene Verfahren an und informiert schriftlich den Generalbeamten, dem die Dienststelle der Wallonischen Regierung oder die Einrichtung öffentlichen Interesses untersteht, in der das vermutete Verbrechen oder Vergehen stattgefunden hat, sowie den Hinweisgeber, sofern er nicht an dem vermuteten Verbrechen oder Vergehen beteiligt ist. Gibt es hinreichende Anhaltspunkte dafür, dass der allgemeine Beamte an dem vermuteten Verbrechen oder Vergehen beteiligt ist, informiert der Integritätsbeauftragte den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört.

Der Integritätsbeauftragte stellt sicher, dass nur die personenbezogenen Daten weitergegeben werden, die für eine umgehende Unterrichtung der in Absatz 1 genannten Personen unbedingt notwendig und relevant sind.

§ 7. Nach Abschluss der Untersuchung unter Einhaltung der in § 9 genannten Höchstfrist erstellt der Integritätsbeauftragte einen ausführlichen, datierten und unterzeichneten Bericht, der seine Feststellungen, seine Beurteilung und die von ihm empfohlenen Maßnahmen enthält.

Der Integritätsbeauftragte sendet diesen Bericht an den betreffenden Generalbeamten oder, wenn es genügend Anhaltspunkte dafür gibt, dass der Generalbeamte an der Unregelmäßigkeit, die Gegenstand der Meldung ist, beteiligt ist, an den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört. Der Integritätsbeauftragte stellt sicher, dass nur die personenbezogenen Daten weitergegeben werden, die für eine umgehende Bearbeitung der Meldung unbedingt notwendig und relevant sind. Insbesondere dürfen weder personenbezogene Daten von Zeugen mitgeteilt werden, es sei denn, eine solche Mitteilung ist hinreichend begründet, noch Daten von Personen, die nicht von der Untersuchung betroffen sind.

Ist der Integritätsbeauftragte der Auffassung, dass der schriftliche Bericht über die Untersuchung nach Absatz 1 genügend Anhaltspunkte dafür enthält, dass die Unregelmäßigkeit, die Gegenstand der Meldung war, nicht stattgefunden hat, schließt er die Untersuchung endgültig ab.

Ist der Integritätsbeauftragte der Auffassung, dass der schriftliche Untersuchungsbericht nach Absatz 1 genügend Anhaltspunkte dafür enthält, dass die Unregelmäßigkeit, die Gegenstand der Meldung war, tatsächlich stattgefunden hat, er aber nicht genügend Anhaltspunkte dafür hat, um zu dem Schluss zu gelangen, dass er Kenntnis von einem Verbrechen oder Vergehen erlangt hat, wird der schriftliche Untersuchungsbericht gemäß Absatz 2 zur weiteren Bearbeitung weitergeleitet.

§ 8. Der Integritätsbeauftragte informiert den Hinweisgeber und die an der Untersuchung beteiligten Personen über das Ergebnis der Untersuchung.

§ 9. Der Abschluss der Untersuchung erfolgt innerhalb von drei Monaten nach Ablauf der Frist von sieben Tagen nach einer schriftlichen oder mündlichen Meldung. Auf Antrag des Integritätsbeauftragten kann die in Absatz 1 genannte dreimonatige Frist aus hinreichend begründeten Gründen einmal um höchstens drei Monate verlängert werden. Der Integritätsbeauftragte informiert den Hinweisgeber über die Fristverlängerung.

Wenn der Integritätsbeauftragte innerhalb der in Absatz 1 genannten und gegebenenfalls verlängerten Frist von drei Monaten keine geeigneten Maßnahmen ergriffen hat, kann sich der Hinweisgeber gemäß dem gemeinsamen Dekret der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region zur Gründung eines gemeinsamen Vermittlungsdienstes der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region direkt an den Vermittler wenden.

KAPITEL 6 — *Schutz des Hinweisgebers*

Art. 14 - § 1. Das Personalmitglied, das Personalmitglied auf Probe oder das ehemalige Personalmitglied darf keinen Repressalien, einschließlich Drohungen oder versuchten Repressalien, ausgesetzt werden, die ganz oder teilweise auf einer in Anwendung des vorliegenden Erlasses erfolgten Meldung beruhen, wenn er zum Zeitpunkt der Meldung in gutem Glauben handelt, d. h. wenn er zum Zeitpunkt der Meldung berechtigten Grund zu der Annahme hat, dass die gemeldeten Informationen begründet sind und auf eine vermutete Unregelmäßigkeit hinweisen und dass sie in den Anwendungsbereich des vorliegenden Erlasses fallen. Diese Bedingung wird im Hinblick auf eine Person in einer ähnlichen Situation und mit vergleichbaren Kenntnissen beurteilt.

Der gleiche Schutz gilt für

1° den Mittler, wenn er berechtigten Grund zu der Annahme hatte, dass die gemeldeten Informationen begründet sind und auf eine vermutete Unregelmäßigkeit hinweisen und dass sie in den Anwendungsbereich des vorliegenden Erlasses fallen. Diese Bedingung wird im Hinblick auf eine Person in einer ähnlichen Situation und mit vergleichbaren Kenntnissen beurteilt;

2° die durch den Integritätsbeauftragten an der Untersuchung beteiligte Person, es sei denn, sie liefert dem Integritätsbeauftragten wesentlich unehrliche und offensichtlich unvollständige Informationen.

§ 2. Der in Absatz 1 vorgesehene Schutz gilt von Amts wegen. Der Schutz geht nicht aus dem alleinigen Grund verloren, dass sich die in gutem Glauben erfolgte Meldung als unrichtig oder unbegründet erwiesen hat oder dass sich die in gutem Glauben übermittelten Informationen als unrichtig oder unbegründet erwiesen haben.

§ 3. Repressalien im Sinne von Absatz 1 sind insbesondere, sofern sie ganz oder teilweise auf der Meldung eines Personalmitglieds, eines Personalmitglieds auf Probe oder eines ehemaligen Personalmitglieds beruhen:

- 1° die Kündigung;
- 2° jegliche Disziplinarmaßnahmen;
- 3° jede negative Beurteilung der Meldung im Rahmen eines Beförderungsverfahrens;
- 4° die Aufgabenverlagerung oder die Änderung des Arbeitsortes;
- 5° die Verweigerung oder Aussetzung von Fortbildungsmaßnahmen des Personalmitglieds;
- 6° eine negative Beurteilung oder eine negative Einschätzung der mit der Meldung verbundenen Fakten;
- 7° die Nötigung, Einschüchterung, Mobbing oder Ausgrenzung;
- 8° jegliche Diskriminierung, benachteiligende oder ungleiche Behandlung;
- 9° die Nichtverlängerung oder vorzeitige Beendigung eines befristeten Arbeitsvertrags.

§ 4. Der in Paragraph 1 vorgesehene Schutz wird dem Personal, das in den Anwendungsbereich des vorliegenden Erlasses fällt, zur Kenntnis gebracht.

Art. 15 - Das Personalmitglied, das Personalmitglied auf Probe oder das ehemalige Personalmitglied, das das in Artikel 29 des Strafprozessgesetzbuches vorgesehene Verfahren anwendet, genießt unter denselben Bedingungen den in Artikel 14 vorgesehenen Schutz.

Art. 16 - § 1. Das Personalmitglied, das Personalmitglied auf Probe oder das ehemalige Personalmitglied gemäß Artikel 14 § 1 erhält, sobald anwendbar, den im Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2016 über den rechtlichen Beistand und die Sachschadenersatzleistung für die Personalmitglieder vorgesehenen rechtlichen Beistand.

§ 2. Das Personalmitglied, das Personalmitglied auf Probe oder das ehemalige Personalmitglied gemäß Artikel 14 § 1 kann gemäß Artikel 17 außerhalb der Anwendung des in Absatz 1 vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2016 einen Antrag auf unterstützende Maßnahmen stellen, einschließlich des rechtlichen Beistands, oder auf eine psychologische Betreuung.

§ 3. Jeder in Paragraph 2 genannte Antrag ist innerhalb von zwei Monaten nach dem Ereignis, das den Antrag begründet, schriftlich beim Integritätsbeauftragten einzureichen.

Der Integritätsbeauftragte entscheidet innerhalb von fünfzehn Arbeitstagen nach Eingang des Antrags, ob dem Antrag stattgegeben wird. Die Entscheidung wird dem Hinweisgeber mitgeteilt.

Wird dem Antrag nicht stattgegeben, kann der Hinweisgeber innerhalb von 15 Tagen nach Bekanntgabe der Ablehnung beim Generalbeamten Beschwerde einlegen.

Art. 17 - § 1. Gemäß Artikel 16 § 2 kann das Personalmitglied, das Personalmitglied auf Probe oder das ehemalige Personalmitglied im Rahmen eines Gerichtsverfahrens außerhalb der Anwendung des in Artikel 16 Absatz 1 vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2016 rechtlichen Beistand erhalten, der in der vollständigen oder teilweisen Übernahme der Honorare und Kosten des Anwalts und des Verfahrens besteht, sowie eine psychologische Betreuung, die in der Übernahme der Kosten für Beratungsgespräche bei einem Psychologen oder Psychiater besteht.

§ 2. Im Rahmen der in Paragraph 1 genannten unterstützenden Maßnahmen ist die Übernahme der Anwaltshonorare und -kosten, der Verfahrenskosten und der Kosten für psychologische oder psychiatrische Beratungsgespräche grundsätzlich auf einen kumulierten Gesamtbetrag von 3718,40 Euro beschränkt.

In Ausnahmefällen kann die Kostenübernahme auf begründeten Antrag den in Absatz 1 genannten Höchstbetrag überschreiten. Der Hinweisgeber oder sein Vertreter reicht diesen ordnungsgemäß begründeten Antrag bei der in Paragraph 3 genannten Stelle ein.

§ 3. Wenn einem Antrag auf rechtlichen Beistand oder psychologische Betreuung gemäß Artikel 16 § 2 stattgegeben wird, erfolgt die Verwaltung über die Direktion der Kanzlei und der Rechtskompetenz des Generalsekretariats, wenn der Hinweisgeber ein Personalmitglied, ein Personalmitglied auf Probe oder ein ehemaliges Personalmitglied einer Dienststelle der Wallonischen Regierung ist, oder, wenn es sich um eine Einrichtung öffentlichen Interesses handelt, über die vom Generalbeamten dieser Einrichtung bezeichnete Dienststelle.

Das Personalmitglied, das Personalmitglied auf Probe oder das ehemalige Personalmitglied gemäß Artikel 14, § 1, übermittelt der in Absatz 1 genannten Dienststelle die Belege, die die Ausgaben belegen. Zu diesem Zweck werden insbesondere Vorladungen, Ladungen und alle gerichtlichen Schriftstücke innerhalb von 10 Arbeitstagen nach ihrer Aushändigung oder Zustellung mitgeteilt.

Kosten, die entweder aufgrund einer anderen Gesetzes- und Verordnungsbestimmung oder aufgrund eines vom Opfer oder einem Dritten abgeschlossenen Versicherungsvertrags ganz oder teilweise erstattet oder übernommen werden, führen nicht zu einer Kostenbeteiligung.

Art. 18 - Die in den Artikeln 16 und 17 festgelegten Modalitäten für die Beantragung von unterstützenden Maßnahmen werden dem Personal, das in den Anwendungsbereich des vorliegenden Erlasses fällt, zur Kenntnis gebracht.

KAPITEL 7 — Schutz der personenbezogenen Daten

Art. 19 - § 1. Der Integritätsbeauftragte verarbeitet personenbezogene Daten, um die ihm gemäß dem vorliegenden Erlass übertragenen Aufgaben zu erfüllen, insbesondere wenn er Kenntnis von der Meldung erhält, deren Empfang bestätigt, sie prüft und ggf. untersucht.

§ 2. Das Generalsekretariat oder die Einrichtung öffentlichen Interesses, in der der Beauftragte sein Funktion wahrnimmt, ist der für die Verarbeitung der Daten Verantwortliche.

Der Integritätsbeauftragte verarbeitet die folgenden personenbezogenen Daten:

1° die Identität, d.h. Name, Vorname, Kontaktdaten und Zuweisungsdienststelle des Hinweisgebers;

2° die Identität der Person(en), auf die sich die Meldung bezieht, als Personen, denen die Unregelmäßigkeit zugeschrieben wird, oder als Personen, die zu der Unregelmäßigkeit beigetragen haben, sowie ihre Kontaktdaten und die Dienststellen, denen sie zugewiesen sind;

3° die Identität jeder Person, die möglicherweise mit einer Meldung in Verbindung steht, weil sie Zeuge oder Opfer einer Unregelmäßigkeit war oder weil sie im Rahmen der vom Integritätsbeauftragten durchgeführten Untersuchung Informationen beisteuern könnte, sowie ihre Kontaktdaten und ihre Dienststelle, der sie zugewiesen ist;

4° alle anderen erforderlichen Daten, die vom Hinweisgeber übermittelt oder im Rahmen der in Artikel 11 beschriebenen Aufgaben gesammelt wurden und sich auf die unter den Punkten 1° bis 3° aufgeführten Personen beziehen, wobei personenbezogene Daten, die für die Bearbeitung einer bestimmten Meldung offensichtlich nicht relevant sind, nicht gesammelt werden oder, falls sie versehentlich gesammelt werden, ohne ungerechtfertigte Verzögerung gelöscht werden.

Der Integritätsbeauftragte kann die oben genannten Daten bei den Personalabteilungen der Dienststellen der Wallonischen Regierung oder bei einer Einrichtung öffentlichen Interesses anfordern.

§ 3. Der Integritätsbeauftragte übermittelt diese Daten nur in den folgenden Fällen:

1° im Falle einer ausdrücklichen Genehmigung durch die Person, die Gegenstand der Offenlegung ist;

2° in Anwendung von Artikel 29 des Strafprozessgesetzbuches;

3° er der Ansicht ist, dass der Generalbeamte über die Identität der betroffenen Person(en) informiert werden muss, damit er angemessene Maßnahmen ergreifen kann;

4° wenn dies im Rahmen von Untersuchungen der für die Aufdeckung von Verstößen zuständigen Behörden oder im Rahmen von Gerichtsverfahren notwendig und verhältnismäßig erscheint im Hinblick auf die Wahrung der Verteidigungsrechte der beschuldigten Personen.

§ 4. Der Integritätsbeauftragte informiert die betroffenen Personen darüber, dass sie Gegenstand einer Untersuchung sind, es sei denn, diese Information gefährdet den ordnungsgemäßen Ablauf der Untersuchung.

§ 5. Die im Rahmen des vorliegenden Erlasses eingegangenen Meldungen, einschließlich aller gesammelten personenbezogenen Daten, werden nach fünf Jahren ab dem Ablauf der Frist von sieben Tagen nach einer schriftlichen oder mündlichen Meldung vernichtet, außer im Falle einer Strafverfolgung oder eines Gerichtsverfahrens; in diesem Fall werden die Daten bis zu zehn Jahre nach Abschluss der Strafverfolgung oder des Gerichtsverfahrens aufbewahrt.

§ 6. Bei der Verwendung von Computer oder Telefon für die Entgegennahme von Meldungen stellt der Integritätsbeauftragte sicher, dass diese in einer sicheren Weise erstellt und verwaltet werden, die die Vertraulichkeit der Identität des Hinweisgebers und aller in der Meldung genannten Dritten gewährleistet und den Zugriff durch unbefugte Personalmitglieder verhindert.

KAPITEL 8 — Auf den beruflichen Kontext ausgedehnte interne Meldung

Art. 20 - § 1. Eine Meldung über eine Unregelmäßigkeit kann beim Integritätsbeauftragten von jeder natürlichen Person, die nicht Personalmitglied oder Personalmitglied auf Probe im Sinne von Artikel 2 ist, oder von jeder juristischen Person eingereicht werden, die in einem beruflichen Kontext mit einer Dienststelle der Regierung oder einer Einrichtung öffentlichen Interesses eine Unregelmäßigkeit vermutet oder feststellt, die von einem Personalmitglied einer Dienststelle der Wallonischen Regierung oder einer Einrichtung öffentlichen Interesses oder von einem Verwaltungsorgan einer Einrichtung öffentlichen Interesses begangen wurde.

Für die Anwendung von Paragraph 1 muss die vermutete Regelwidrigkeit, die Gegenstand der Meldung ist, innerhalb von zehn Jahren vor dem Tag der Meldung begangen worden sein.

§ 2. Die Meldung an den Integritätsbeauftragten erfolgt in schriftlicher oder mündlicher bzw. in beiden Formen.

Bei einer mündlichen Meldung wird ein Protokoll erstellt. Mündliche Meldungen müssen per Telefon oder mittels anderen elektronischer Kommunikationsmitteln sowie - auf Ersuchen des Hinweisgebers - im Wege einer physischen Zusammenkunft innerhalb eines angemessenen Zeitrahmens möglich sein.

Die schriftliche Meldung oder das Protokoll der mündlichen Meldung wird von dem Hinweisgeber unterzeichnet und enthält folgende Angaben:

1° das Datum der Meldung;

2° den Namen und die Kontaktdaten des Personalmitglieds, des Personalmitglieds auf Probe oder des ehemaligen Personalmitglieds, das die Meldung macht;

3° den Namen der Dienststelle der Wallonischen Regierung oder der Einrichtung öffentlichen Interesses, bei der der Hinweisgeber angestellt ist oder war;

4° den Namen der Dienststelle der Wallonischen Regierung oder der Einrichtung öffentlichen Interesses, die von der vermuteten Unregelmäßigkeit betroffen ist;

5° die Beschreibung der vermuteten Unregelmäßigkeit. Diese Beschreibung beschränkt sich auf die ausschließliche Bezeichnung der Tatsachen und die alleinigen Daten, die im Hinblick auf den verfolgten Zweck relevant und notwendig sind.

Innerhalb von sieben Tagen nach Eingang der Meldung in schriftlicher oder mündlicher Form übermittelt der Integritätsbeauftragte dem Hinweisgeber eine Bestätigung über den Eingang der Meldung. Gleichzeitig kann der Integritätsbeauftragte, wenn er es für angemessen hält, den Hinweisgeber auffordern, ihm innerhalb einer angemessenen Frist alle zusätzlichen Informationen zu übermitteln, die für eine vorläufige Prüfung des Falls gemäß Artikel 12 erforderlich sind.

Art. 21 - Der Integritätsbeauftragte behandelt die Meldung gemäß den in den Artikeln 11, 12, 13 und 19 festgelegten Modalitäten.

KAPITEL 9 — Offenlegung

Art. 22 - § 1. Das Personalmitglied, das Personalmitglied auf Probe oder das ehemalige Personalmitglied, das in einem beruflichen Kontext Informationen über eine vermutete, begangene oder drohende Unregelmäßigkeit in einem Dienst der Wallonischen Regierung oder einer Einrichtung öffentlichen Interesses erhält und diese Informationen offenlegt, genießt den in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen Schutz, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° die Offenlegung erfolgt indirekt in dem Sinne, dass das Personalmitglied, das Personalmitglied auf Probe oder das ehemalige Personalmitglied zunächst die in dem vorliegenden Erlass oder gegebenenfalls in dem gemeinsamen Dekret der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region zur Gründung eines gemeinsamen Vermittlungsdienstes der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region vorgesehenen Verfahren zur Meldung eingehalten hat;

2° die vermutete Unregelmäßigkeit, die Gegenstand der Meldung ist, entspricht der Definition gemäß Artikel 2 Ziffer 5 des vorliegenden Erlasses;

3° innerhalb der durch den vorliegenden Erlass oder gegebenenfalls durch das gemeinsame Dekret der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region zur Gründung eines gemeinsamen Vermittlungsdienstes der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region festgelegten Fristen wurden keine geeigneten Maßnahmen als Reaktion auf die Meldung ergriffen.

§ 2. Der vorliegende Artikel ist nicht auf Fälle anwendbar, in denen eine Person auf der Grundlage spezifischer Bestimmungen, die ein Schutzsystem für die Freiheit der Meinungsäußerung und die Informationsfreiheit bilden, Informationen unmittelbar gegenüber der Presse offenlegt.

KAPITEL 10 — Schlussbestimmungen

Art. 23 - Mindestens einmal alle drei Jahre werden die in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen Verfahren für die Entgegennahme von Meldungen und die Folgemaßnahmen vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, unter Berücksichtigung des Erfahrungsaustausches, einschließlich der in den jährlichen Tätigkeitsberichten der Integritätsbeauftragten enthaltenen Daten, überprüft und gegebenenfalls angepasst. Die durchgeführte Überprüfung wird in einem zusammenfassenden Bericht festgehalten.

Art. 24 - Die in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen Rechte können nicht aufgrund einer Beschäftigungsvereinbarung, -bestimmung, -art oder -bedingung, einschließlich einer Vorab-Schiedsvereinbarung, aufgehoben oder eingeschränkt werden.

Art. 25 - Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tag des Monats nach dem Monat seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

Art. 26 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Oktober 2022

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit
V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2022/34178]

13 OKTOBER 2022. — Besluit van de Waalse Regering houdende diverse bepalingen betreffende de melding van een onregelmatigheid binnen een dienst van de Waalse Regering of een instelling van openbaar nut waarop het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, toepasselijk is

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het rapport van 15 juni 2021 opgesteld artikel 3, 2°, overeenkomstig het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2014 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 november 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 10 maart 2022;

Gelet op het advies nr. 90/2022 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 13 mei 2022;

Gelet op onderhandelingsprotocol nr. 824 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 3 juni 2022;

Gelet op advies 71.765/2/V van de Raad van State van 8 augustus 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en begripsomschrijvingen

Artikel 1. § 1. Dit besluit zet Richtlijn 2019/1937 van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2019 inzake de bescherming van personen die inbreuken op het Unierecht melden, voor het in lid 2 bedoelde personeel, gedeeltelijk om.

Het is van toepassing op de personeelsleden, de stagiairs en de voormalige personeelsleden van de diensten van de Waalse Regering en de instellingen van openbaar nut waarop het decreet van 22 januari 1998 houdende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, toepasselijk is.

Het voert het systeem in van interne melding van informatie over een of meerdere vermoedelijke onregelmatigheden begaan of in wording binnen de diensten van de Waalse Regering of de in punt 2 bedoelde instellingen van openbaar nut, en stelt minimumnormen vast voor de bescherming van het personeel dat dergelijke informatie meldt.

§ 2. Dit besluit doet geen afbreuk aan de regels betreffende de uitoefening door het personeel van het recht om zijn vakbondsorganisatie te raadplegen en het recht op bescherming tegen ongerechtvaardigde benadeling als gevolg van deze raadpleging.

Dit besluit laat het recht van ieder personeelslid onverlet om, indien hij dit nuttig acht, zijn vakbondsorganisatie te raadplegen alvorens een melding op te nemen of in plaats daarvan. De bepalingen van dit besluit zijn niettemin van toepassing voor zover zij gunstiger zijn voor de melder.

§ 3. Dit besluit is niet van toepassing op :

1° het gebied van de nationale veiligheid, behalve wat betreft meldingen van onregelmatigheden in verband met voorschriften inzake overheidsopdrachten op het gebied van defensie en veiligheid, voor zover deze voorschriften vallen onder de titels 1 en 2 van de wet van 13 augustus 2011 inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten op defensie- en veiligheidsgebied, de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, de titels 2 en 3 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten of de wet van 17 juni 2016 betreffende de concessieovereenkomsten. Bij wijze van uitzondering is dit besluit niet van toepassing op meldingen van onregelmatigheden in het kader van overheidsopdrachten die onder de bovengenoemde wet van 13 augustus 2011 vallen, indien zij onder artikel 346 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie vallen;

2° gerubriceerde gegevens;

3° informatie die onder de geheimhouding van rechterlijke beraadslagingen valt;

4° strafprocesrecht.

Op deze informatie blijven de desbetreffende bepalingen van het recht van de Unie of het nationale recht van toepassing.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° melder: het personeelslid dat informatie over onregelmatigheden die hij in het kader van zijn beroepsactiviteiten heeft verkregen, meldt of openbaar maakt, of, bij toepassing van hoofdstuk VIII, de natuurlijke of rechtspersoon die informatie over onregelmatigheden meldt die hij in een werkgerelateerde context bij een dienst van de Regering of een instelling van openbaar nut heeft verkregen;

2° personeelslid: het statutaire personeelslid of het personeelslid met een arbeidsovereenkomst binnen een dienst van de Waalse Regering of een instelling van openbaar nut, met inbegrip van personen die op grond van hun statuut of beroep in het bezit zijn van geheimen die hun zijn toevertrouwd, met inbegrip van vakbondsvertegenwoordigers;

3° stagiair: de persoon die, zonder personeelslid te zijn in de zin van punt 1°, een stage loopt bij een van de diensten van de Waalse Regering of bij een instelling van openbaar nut;

4° voormalig personeelslid: de in punt 1° bedoelde persoon die niet meer in dienst is;

5° instelling van openbaar nut: de instelling van openbaar nut bedoeld in het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren;

6° vakbondsorganisatie: een vakbondsorganisatie erkend in de zin van artikel 15 van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

7° melding of melden: het mondeling of schriftelijk verstrekken van informatie over onregelmatigheden;

8° interne melding: het mondeling of schriftelijk verstrekken van informatie over onregelmatigheden aan een integriteitsreferent;

9° externe melding: het mondeling of schriftelijk verstrekken van informatie over onregelmatigheden aan de ombudsman van het Waalse Gewest;

10° informatie over onregelmatigheden: informatie, waaronder redelijke vermoedens, over feitelijke of mogelijke onregelmatigheden, die hebben plaatsgevonden of zeer waarschijnlijk zullen plaatsvinden binnen een dienst van de Regering of een instelling van openbaar nut waar de melder werkt of heeft gewerkt of, voor de toepassing van hoofdstuk VIII, waarmee de melder uit hoofde van zijn werk in contact is geweest, alsmede over pogingen tot verhulling van dergelijke onregelmatigheden;

11° onregelmatigheid:

a) het verrichten of nalaten van een handeling door een personeelslid in de uitoefening van zijn ambt of door een beheersorgaan van een instelling van openbaar nut, waardoor de belangen, in de ruime zin van het woord, van het Waalse Gewest of het openbaar belang worden aangetast of in gevaar worden gebracht en dat:

- een schending inhoudt van een rechtstreeks toepasselijke Europese norm, wet, decreet, besluit, omzendbrief, interne regel of procedure, of

- een onaanvaardbaar risico inhoudt voor het leven, de gezondheid of de veiligheid van de mens of voor het milieu,

b) het feit dat een personeelslid of een beheersorgaan van een instelling van openbaar nut willens en wetens het begaan van een onregelmatigheid zoals bedoeld onder a) heeft gelast of geadviseerd;

12° integriteitsreferent: het personeelslid dat in de interne component van het systeem is aangewezen als contactpunt voor het melden van informatie over een vermoede onregelmatigheid, begaan of in wording, krachtens dit besluit;

13° ambtenaar-generaal: het personeelslid dat is aangewezen als mandataris van rang A1 voor de Waalse Overheidsdienst, of het personeelslid dat is aangewezen als verantwoordelijke voor een andere dienst van de Waalse Regering of, indien het een instelling van openbaar nut betreft, de leidend ambtenaar-generaal die deze instelling beheert;

14° werkgerelateerde context: de huidige of vroegere arbeidsactiviteiten uitgeoefend binnen een dienst van de Waalse Regering of een instelling van openbaar nut of, voor de toepassing van hoofdstuk VIII, verricht in verband met een dienst van de Waalse Regering of een instelling van openbaar nut, waardoor, ongeacht de aard van die activiteiten, personen informatie kunnen verkrijgen over onregelmatigheden en waarbij die personen te maken kunnen krijgen met represailles indien zij dergelijke informatie zouden melden;

15° opvolging: elke maatregel die door de integriteitsreferent wordt genomen om de juistheid van de beweringen in de melding te beoordelen en die, indien nodig, door hem wordt voorgesteld om de gemelde onregelmatigheid te verhelpen;

16° facilitator: het personeelslid, de stagiair of het voormalige personeelslid dat een melder bijstaat of heeft bijgestaan in het meldingsproces en wiens bijstand vertrouwelijk moet zijn;

17° de bij het onderzoek betrokken persoon: het personeelslid, de stagiair of het voormalige personeelslid dat, overeenkomstig artikel 13 van dit besluit, door de integriteitsreferent wordt verzocht een verklaring af te leggen om objectieve informatie te verzamelen en wiens betrokkenheid vertrouwelijk is;

18° betrokkene: het personeelslid, de stagiair of het voormalige personeelslid dat in de melding of bij de openbaarmaking wordt genoemd als persoon aan wie de onregelmatigheid wordt toegeschreven of met wie die persoon in verband wordt gebracht;

19° represailles: een directe of indirecte handeling of nalatigheid die in een werkgerelateerde context plaatsvindt naar aanleiding van een interne melding of openbaarmaking, van een bij een melding verleende ondersteuning, van een in het kader van het onderzoek van een melding afgelegde verklaring of van de uitoefening van de functie van integriteitsreferent, en die, naar gelang van het geval, tot ongerechtvaardigde benadeling van de melder, de facilitator, de verbonden persoon of de integriteitsreferent ongerechtvaardigde leidt of kan leiden;

20° openbaarmaking: de openbaarmaking van informatie over een vermoede onregelmatigheid, begaan of in wording, binnen de diensten van de Waalse Regering of instellingen van openbaar nut.

De definitie van 11° heeft geen betrekking op het verrichten of nalaten van een handeling die uitsluitend de individuele rechten van een personeelslid raakt en waarvoor andere meldingskanalen of -procedures bestaan, met name:

a) morele intimidatie, geweld op het werk en seksuele intimidatie op het werk ten aanzien van de personen bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun arbeid;

b) discriminatie op grond van :

- leeftijd, seksuele geaardheid, burgerlijke staat, geboorte, vermogen, geloof of levensbeschouwing, politieke overtuiging, vakbondsovertuiging, taal, huidige of toekomstige gezondheidstoestand, een handicap, een fysieke of genetische eigenschap of sociale afkomst in de zin van artikel 4, 4°, van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie;

- geslacht, zwangerschap, bevalling of moederschap in de zin van de artikelen 3 en 4 van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen;

- nationaliteit, vermeend ras, huidskleur, afkomst of nationale of etnische afkomst in de zin van artikel 3 van de wet van 10 mei 2007 tot wijziging van de wet van 30 juli 1981 tot bestrijding van bepaalde door racisme en vreemdelingenhaat ingegeven handelingen.

HOOFDSTUK 2. — Benoeming van de integriteitsreferenten en hun onafhankelijkheid

Art. 3. § 1. De Minister van Ambtenarenzaken wijst de integriteitsreferenten volgens de volgende modaliteiten aan, namelijk:

1° één gewoon referent en één plaatsvervangend referent voor het geheel van de diensten van de Waalse Regering, op de voordracht van het Strategisch Comité van de Waalse Overheidsdienst;

2° één referent per instelling van openbaar nut, op de voordracht van het College van de leidende ambtenaren-generaal.

Bij gebrek aan een integriteitsreferent in een instelling van openbaar nut is de gewone of plaatsvervangende integriteitsreferent van de diensten van de Waalse Regering de integriteitsreferent van deze laatste.

§ 2. Het bestaan, de identiteit, de beschikbaarheid, de toegankelijkheid en de opdracht van de integriteitsreferent worden ter kennis gebracht van het personeel dat onder dit besluit valt.

§ 3. De in paragraaf 1 bedoelde integriteitsreferenten worden benoemd op basis van een vergelijkende selectie.

Om deel te nemen aan een vergelijkende selectie voor de functie van integriteitsreferent moeten de kandidaten personeelsleden van niveau A zijn en minimaal tien jaar ervaring in een overheidsdienst hebben.

Van de in lid 2 bedoelde eis van tien jaar ervaring, met een minimum van vier jaar, kan worden afgezien indien geen enkele kandidaat voor de functie van integriteitsreferent aan deze eis voldoet.

Voor de berekening van de in lid 2 bedoelde ervaring wordt de werkelijke diensttijd in aanmerking genomen die het personeelslid, in welke hoedanigheid dan ook en zonder vrijwillige onderbreking, als lid van een overheidsdienst heeft vervuld in een functie die volledige prestaties inhoudt.

§ 4. § 4. Kandidaten voor de functie van integriteitsreferent moeten beschikken over het diploma en de specifieke technische en gedragsvaardigheden die in de desbetreffende functiebeschrijving staan, zoals gevalideerd door de Waalse Regering.

§ 5. De kandidaturen worden ingediend bij de ambtenaar-generaal van de dienst of de instelling van openbaar nut waar de functie van integriteitsreferent zal worden uitgeoefend. Deze ambtenaar-generaal onderzoekt de ontvankelijkheid van de kandidaturen in het licht van de in § 3 genoemde voorwaarden.

Elke beslissing tot niet-ontvankelijkheid wordt schriftelijk en met redenen omkleed aan de betrokken kandidaat meegedeeld.

De kandidaturen die ontvankelijk zijn verklaard, worden aan de bevoegde selectiecommissie overgemaakt.

§ 6. Er is voorzien in twee selectiecommissies:

1° het Strategisch Comité van de Waalse Overheidsdienst als selectiecommissie voor de integriteitsreferent van alle diensten van de Waalse Regering;

2° het College van de leidende ambtenaren-generaal als selectiecommissie voor de integriteitsreferenten van de instellingen van openbaar nut.

§ 7. Kandidaten wier aanvraag ontvankelijk is verklaard, leggen voor de selectiecommissie een test af ter beoordeling van de competenties en vaardigheden die vereist zijn voor de uitoefening van de functie van integriteitsreferent. De selectie beslist over het type test.

§ 8. Na de proef stelt de selectiecommissie een rangorde op van de geslaagde kandidaten. De geslaagde kandidaten worden in een wervingsreserve geplaatst die twee jaar geldig is.

Deze rangschikking wordt aan de Minister van Ambtenarenzaken toegezonden.

Art. 4. § 1. De integriteitsreferent wordt op basis van een naar behoren gemotiveerd voorstel van het Strategisch Comité of het College van de leidende ambtenaren-generaal benoemd voor een periode van zes jaar, die eenmaal met dezelfde periode kan worden verlengd, door de Minister van Ambtenarenzaken.

§ 2. De integriteitsreferent moet de voor de functie vereiste opleiding binnen drie maanden na de datum van benoeming hebben voltooid.

§ 3. De benoeming van de integriteitsreferent eindigt automatisch aan het einde van de in paragraaf 1 bedoelde termijn, die kan worden verlengd, of indien de integriteitsreferent de in § 2 bedoelde opleiding niet binnen de gestelde termijn heeft voltooid.

De integriteitsreferent kan ook verzoeken zijn aanwijzing te beëindigen; in dat geval is een overgangperiode van zes maanden vereist. Deze periode kan in onderling overleg worden ingekort.

De Minister van Ambtenarenzaken kan de aanwijzing van een integriteitsreferent beëindigen op basis van een naar behoren gemotiveerd voorstel van het Strategisch Comité of het College van de leidende ambtenaren-generaal.

Art. 5. De Minister van Ambtenarenzaken stelt richtlijnen op voor de werkwijze van de integriteitsreferent.

Art. 6. Om zijn onafhankelijkheid te waarborgen, is de integriteitsreferent bij de uitoefening van dit ambt administratief verbonden aan de Secretaris-generaal in het geval van de diensten van de Regering of, in het geval van een instelling van openbaar nut, aan de ambtenaar-generaal van deze instelling.

De ambtenaar-generaal heeft geen hiërarchisch of functioneel gezag over de integriteitsreferent wanneer laatstgenoemde optreedt binnen het kader van zijn ambt.

Art. 7. De ambtenaar-generaal zorgt ervoor dat de integriteitsreferent zijn ambt onafhankelijk en doeltreffend kan uitvoeren:

1° door hem te beschermen tegen elke ongepaste beïnvloeding en/of druk vanwege om het even welke persoon en op om het even welke manier, rechtstreeks of onrechtstreeks, in het bijzonder tegen elke druk om informatie te bekomen die betrekking heeft of kan hebben op de uitoefening van zijn ambt;

2° door de nodige middelen ter beschikking te stellen om hem in staat te stellen zijn ambt in alle vertrouwelijkheid uit te voeren;

3° door hem in staat te stellen alle contacten te onderhouden die nodig zijn voor de uitoefening van zijn ambt;

4° door hem in staat te stellen de vaardigheden en kennis die nodig zijn voor de uitoefening van zijn ambt te verwerven en/of te verbeteren.

Art. 8. De integriteitsreferent ondervindt geen represailles die geheel of gedeeltelijk zijn gebaseerd op handelingen die hij in de uitoefening van zijn functie heeft verricht, met inbegrip van bedreigingen of pogingen tot represailles.

De in het vorige lid bedoelde represailles zijn in het bijzonder, voor zover zij geheel of gedeeltelijk zijn gebaseerd op handelingen die zijn verricht in het kader van de functie van integriteitsreferent :

1° het ontslag;

2° alle disciplinaire maatregelen;

3° elke negatieve beoordeling van de melding in het kader van een bevorderingsprocedure;

4° de overplaatsing van ambten of verandering van arbeidsplaats;

5° de weigering of schorsing van de opleidingen;

6° een negatieve evaluatie of een negatieve beoordeling van de feiten in verband met de melding;

7° dwang, intimidatie, pesterijen en uitsluiting;

8° discriminatie, nadelige of ongelijke behandeling.

Art. 9. § 1. De integriteitsreferent geniet de rechtsbijstand zoals bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016 betreffende de rechtsbijstand verleend aan de personeelsleden en betreffende de vergoeding van schade toegebracht aan hun goederen.

§ 2. Ter dekking van de kosten in verband met een door een ander personeelslid tegen de integriteitsreferent ingediende klacht of ingestelde rechtsvordering wegens feiten die verband houden met de uitoefening van zijn functie, sluit het Gewest ten behoeve van de referent een verzekering af ter dekking van de kosten van rechtsbijstand - civielrechtelijke en strafrechtelijke verdediging.

De in lid 2 bedoelde verzekering dekt de tenlasteneming door de verzekeraar :

1° tegen het gebruikelijke uurtarief van de advocaat en met een maximum van 150 euro exclusief btw per uur, van het honorarium van de door het personeelslid gekozen advocaat, alsmede de door de advocaat gemaakte kosten voor zover deze noodzakelijk zijn voor de verdediging van de belangen van het personeelslid;

2° van de in de loop van de procedure te betalen gerechtskosten en de proceskostenvergoeding waartoe het personeelslid in voorkomend geval wordt veroordeeld;

3° van de eventuele kosten voor de raadpleging van deskundigen, voor zover ze nodig zijn om de belangen van het personeelslid te verdedigen.

Het in lid 1, 1°, bedoelde bedrag wordt op 1 januari van elk jaar geïndexeerd overeenkomstig de ontwikkeling van de gezondheidsindex. De referentie-index is die van 1 januari 2013.

De in lid 2 bedoelde verzekering dekt geen grove nalatigheid of gebruikelijke lichte nalatigheid.

HOOFDSTUK 3. — *Interne melding door een personeelslid, stagiair of voormalig personeelslid*

Art. 10. § 1. Tenzij hij zich in een van de in § 6 bedoelde situaties bevindt, kan een personeelslid of stagiair die in een werkgerelateerde context informatie verkrijgt over een vermoede onregelmatigheid, begaan of in wording binnen een dienst van de Waalse Regering of een orgaan van openbaar nut, dit melden aan zijn hiërarchieke meerdere of aan de integriteitsreferent. Indien het personeelslid of de stagiair eerst contact opneemt met zijn leidinggevende, zorgt deze er op de dag van de melding voor dat het dossier ongewijzigd aan de integriteitsreferent wordt doorgegeven.

Tenzij hij zich in een van de in § 6 bedoelde situaties bevindt, kan een voormalig personeelslid dat in een werkgerelateerde context informatie heeft verkregen over een vermoede onregelmatigheid binnen een dienst van de Waalse Regering of een instelling van openbaar nut, dit melden aan de ambtenaar-generaal of aan de integriteitsreferent. Indien het voormalig personeelslid eerst contact opneemt met de ambtenaar-generaal, zorgt deze ervoor dat het dossier op de dag van de melding ongewijzigd aan de integriteitsreferent wordt toegezonden.

Voor de toepassing van de leden 1 en 2 moet de vermoedelijke onregelmatigheid waarop de melding betrekking heeft in de tien jaar voorafgaand aan de dag van de melding zijn begaan.

§ 2. Anonieme meldingen van vermoedelijke onregelmatigheden worden niet in aanmerking genomen.

§ 3. De integriteitsreferent die rechtstreeks of via een tussenpersoon een melding ontvangt, volgt de in de artikelen 12 en 13 vastgestelde opvolgingsprocedure.

De hiërarchische meerdere of de ambtenaar-generaal die een melding ontvangt, eerbiedigt de vertrouwelijkheid van de identiteit van de melder en van elke persoon die in de melding wordt genoemd of ermee in verband wordt gebracht, en ziet erop toe dat er geen represailles tegen hem worden genomen, overeenkomstig artikel 14.

§ 4. De melding aan de integriteitsreferent of, in voorkomend geval, aan de hiërarchische meerdere of de ambtenaar-generaal geschiedt schriftelijk, mondeling of beide.

Bij een mondelinge melding wordt een proces-verbaal opgesteld.

Een mondelinge melding kan worden gedaan per telefoon, via andere elektronische communicatiemiddelen of, op verzoek van de melder, door middel van een persoonlijk gesprek binnen een redelijke termijn.

§ 5. De schriftelijke melding of het proces-verbaal van de mondelinge melding wordt ondertekend door de melder en bevat de volgende informatie:

1° de datum van de melding;

2° de naam en de contactgegevens van het personeelslid, de stagiair of het voormalig personeelslid dat de melding stuurt;

3° de naam van de dienst van de Waalse Regering van de instelling van openbaar nut waar de melder in dienst is of was;

4° de naam van de dienst van de Waalse Regering of van de instelling van openbaar nut betrokken bij de vermoede onregelmatigheid;

5° de beschrijving van de vermoede onregelmatigheid. Deze beschrijving beperkt zich tot de aanduiding van de feiten en alleen tot de gegevens die relevant en noodzakelijk zijn voor het nagestreefde doel.

Binnen een termijn van zeven dagen na ontvangst van de schriftelijke of mondelinge melding stuurt de integriteitsreferent de melder een ontvangstbewijs van de melding. Tegelijkertijd kan de integriteitsreferent, indien hij dit nuttig acht, de melder verzoeken hem binnen een redelijke termijn alle aanvullende informatie te verstrekken die nodig is voor het vooronderzoek van het dossier overeenkomstig artikel 12.

§ 6. Een personeelslid, een stagiair of een voormalig personeelslid dat in een werkgerelateerde context informatie verkrijgt over een vermoede onregelmatigheid, begaan of in wording binnen een dienst van de Waalse Regering of een instelling van openbaar nut, kan zijn melding rechtstreeks aan de Ombudsman sturen, volgens de procedure voorzien in het gemeenschappelijk decreet van de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest betreffende een gemeenschappelijke Ombudsdienst van de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest, indien hij zich in een van de volgende situaties bevindt:

1° indien hij op grond van het voorwerp van de vermoede onregelmatigheid of de hoedanigheid van de persoon die ervan wordt verdacht de onregelmatigheid te hebben begaan, kan vrezen dat het inlichten van de integriteitsreferent de doeltreffendheid van de procedure in gevaar kan brengen;

2° indien hij is aangewezen om de interne melding te verzekeren;

3° indien geen enkele referent aangewezen is voor de betrokken dienst of instelling van openbaar nut.

§ 7. De modaliteiten voor interne melding, met inbegrip van de regels inzake vertrouwelijkheid, worden ter kennis gebracht van het personeel dat onder het toepassingsgebied van dit besluit valt.

HOOFDSTUK 4. — *Oprichting van de integriteitsreferenten*

Art. 11. § 1. De integriteitsreferent:

1° luistert naar, informeert en adviseert de melder, eenieder die een melding overweegt of een melder helpt;

2° onderzoekt alle meldingen en onderzoekt ze zo nodig;

3° moet informeren over het bestaan en de voorwaarden van het beroep op externe melding.

In voorkomend geval :

1° stelt de integriteitsreferent de melder in kennis van het bestaan en de voorwaarden van andere meldingskanalen en van de daaruit voortvloeiende beschermingsmodaliteiten;

2° verwijst de integriteitsreferent de melder naar de bevoegde instantie indien de waarschuwing niet onder haar bevoegdheid valt.

§ 2. De integriteitsreferent is gebonden aan het beroepsgeheim.

§ 3. De integriteitsreferent eerbiedigt de vertrouwelijkheid van de identiteit van de melder, de facilitators, de bij het onderzoek betrokken personen, de betrokken personen en, in voorkomend geval, alle andere in de melding genoemde derden. Dit geldt ook voor alle andere informatie waaruit de identiteit van bovengenoemde personen direct of indirect kan worden afgeleid.

In afwijking van het eerste lid kunnen de identiteit van de melder, de facilitators, de bij het onderzoek betrokken personen, de betrokken personen of van alle andere in de melding genoemde derden alle andere informatie waaruit de identiteit van bovengenoemde personen direct of indirect kan worden afgeleid, openbaar gemaakt worden :

1° indien de persoon uitdrukkelijk toestemming geeft tot de openbaarmaking ervan ;

2° overeenkomstig artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering ;

3° indien dit noodzakelijk en evenredig lijkt, in het kader van onderzoeken door de bevoegde autoriteiten met het oog op het onderzoek naar strafbare feiten of in het kader van gerechtelijke procedures, teneinde de rechten van de verdediging van de betrokken personen te vrijwaren.

Wanneer krachtens lid 2 de identiteit van een persoon, of enige andere informatie waaruit deze identiteit direct of indirect kan worden afgeleid, openbaar kan worden gemaakt, stelt de integriteitsreferent de persoon aan wie de informatie openbaar zal worden gemaakt, hiervan vooraf in kennis onder vermelding van de redenen voor de openbaarmaking, tenzij deze voorafgaande kennisgeving lopende onderzoeken of gerechtelijke procedures in gevaar zou brengen.

Eenieder die uit hoofde van dit besluit niet bevoegd is kennis te nemen van een schriftelijk document of de daarin vervatte informatie betreffende een krachtens dit besluit opgenomen melding en dat document of die informatie niettemin ontvangt, is onderworpen aan dezelfde geheimhoudingsplicht.

§ 4. Overeenkomstig de artikelen 16 en 17 ontvangt de integriteitsreferent verzoeken van een melder om ondersteunende maatregelen, met inbegrip van verzoeken om juridische bijstand of psychologische bijstand in het kader van een gerechtelijke procedure als bedoeld in artikel 17, en beslist hij daarover. In geval van een verzoek om een steunmaatregel past de integriteitsreferent de procedure van artikel 16, lid 3, toe.

§ 5. Ter wille van de transparantie stelt de integriteitsreferent een jaarlijks activiteitenverslag op, zodat zijn opdrachten regelmatig kunnen worden geëvalueerd. Dit verslag wordt uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het betrokken jaar aan de ambtenaar-generaal toegezonden.

Teneinde eenzelfde informatieniveau te waarborgen, stelt de Minister van Ambtenarenzaken een model vast voor het jaarlijkse activiteitenverslag dat door elke integriteitsreferent moet worden gebruikt. Dit modelverslag bevat ten minste de volgende informatie:

- a) het aantal ontvangen meldingen;
- b) het aantal onderzoeken en procedures dat naar aanleiding van deze meldingen is ingeleid en het resultaat daarvan, en
- c) indien vastgesteld, de geschatte financiële schade en de bedragen die zijn teruggevorderd na onderzoeken en procedures met betrekking tot de gemelde onregelmatigheden.

HOOFDSTUK 5. — *Opvolging van een melding*

Art. 12. § 1. De integriteitsreferent onderzoekt eerst de ontvankelijkheid en de gegrondheid van de melding op basis van de verstrekte informatie en documenten.

De melding is gebaseerd op een redelijk vermoeden dat een onregelmatigheid in de zin van artikel 2, 11° heeft plaatsgevonden, plaatsvindt of kan plaatsvinden.

§ 2. Na het in paragraaf 1 bedoelde vooronderzoek zal de integriteitsreferent:

1° het onderzoek afsluiten indien hij vaststelt dat de melding niet-ontvankelijk of kennelijk ongegrond is;

2° het onderzoek afsluiten indien hij, na een behoorlijk onderzoek van het dossier, beslist dat de gemelde onregelmatigheid duidelijk gering is en geen verder gevolg vereist in het kader van dit besluit. Deze beslissing laat andere verplichtingen of procedures om de gemelde kleine onregelmatigheid te verhelpen of de door dit besluit geboden bescherming onverlet;

3° een onderzoek instellen overeenkomstig artikel 13, indien hij vaststelt dat de melding ontvankelijk en niet kennelijk ongegrond is.

Voor de toepassing van paragraaf 1, 2°, wordt onder een kennelijk geringe onregelmatigheid verstaan het verrichten of nalaten van een handeling zonder repetitief karakter, door een personeelslid in de uitoefening van zijn functie of door een bestuursorgaan, die een schending vormt van een besluit, een omzendbrief, een interne regel of een toepasselijke interne procedure en die voortvloeit uit een louter materiële of administratieve fout.

In geval van herhaalde meldingen die geen belangrijke nieuwe informatie bevatten met betrekking tot een eerdere afgesloten melding, kan de integriteitsreferent besluiten de behandeling van de melding onmiddellijk af te sluiten.

Indien een onderzoek wordt ingesteld, stelt de integriteitsreferent de ambtenaar-generaal die onder wie de dienst van de Waalse Regering of de instelling van openbaar nut waarop de vermoede onregelmatigheid betrekking heeft, ressorteert, daarvan in kennis, tenzij er voldoende aanwijzingen zijn om aan te nemen dat de ambtenaar-generaal betrokken is, in welk geval hij de Minister van Ambtenarenzaken daarvan in kennis stelt.

In alle gevallen zet de integriteitsreferent zijn bevindingen uiteen in een met redenen omkleed schriftelijk besluit, zo nodig met relevante aanbevelingen, dat hij aan de opsteller van het verslag doet toekomen. Wanneer hij het onderzoek overeenkomstig lid 1, 2° afsluit, informeert de integriteitsreferent de ambtenaar-generaal van de dienst of de instelling van openbaar nut waar de kennelijk geringe onregelmatigheid wordt vermoed, met het oog op een passende opvolging.

Art. 13. § 1. In het kader van het onderzoek van de melding vervult de integriteitsreferent de volgende taken:

- 1° hij past de algemene beginselen van behoorlijk bestuur toe;
- 2° hij eerbiedigt de rechten van de verdediging;
- 3° hij documenteert en motiveert alle handelingen en beslissingen naar behoren;
- 4° hij stelt een schriftelijke onderzoekopdracht op voor het onderzoek van de vermoede onregelmatigheid;
- 5° hij stelt een gedetailleerd schriftelijk verslag op over het uitgevoerde onderzoek.

§ 2. De in § 1, 4°, bedoelde onderzoekopdracht wordt gedagtekend en ondertekend en bevat ten minste de volgende gegevens:

1° de beschrijving van de vermoede onregelmatigheid. Deze beschrijving beperkt zich tot de aanduiding van de feiten en alleen tot de gegevens die relevant en noodzakelijk zijn voor het nagestreefde doel.

2° de naam van de dienst van de Waalse Regering of van de instelling van openbaar nut betrokken bij de vermoede onregelmatigheid;

3° de onderzoekszaken;

4° de mogelijkheid dat het onderzoek wordt uitgebreid tot feiten en omstandigheden die in de loop van het onderzoek aan het licht komen en die nuttig kunnen zijn om de omvang, de aard en de ernst van de vermoede onregelmatigheid vast te stellen.

Eventuele wijzigingen in de onderzoekopdracht worden door de integriteitsreferent schriftelijk vastgelegd in een gedateerd en ondertekend addendum.

§ 3. In toepassing van de paragrafen 1 en 2 kan de integriteitsreferent elke controle ter plaatse in een dienst van de Waalse Regering of in een instelling van openbaar nut uitvoeren die hij nuttig acht, elk personeelslid, elke stagiair of elk voormalig personeelslid dat hij nuttig acht bij het onderzoek betrekken en van een dienst van de Waalse Regering of van een instelling van openbaar nut alle documenten en inlichtingen verkrijgen die hij noodzakelijk acht.

De integriteitsreferent kan dwingende termijnen opleggen voor antwoorden aan de dienst van de Waalse Regering of de instelling van openbaar nut waaraan hij vragen stelt.

Overeenkomstig paragraaf 1, 3°, moet elke beslissing van de referent om een vaststelling ter plaatse uit te voeren, iemand bij het onderzoek te betrekken of documenten en informatie te verstrekken, naar behoren worden gemotiveerd in het licht van het doel van het onderzoek. Deze rechtvaardiging toont de noodzaak en de relevantie aan van het vaststellen, het erbij betrekken of het verstrekken in het licht van het doel van het onderzoek, namelijk de vaststelling van de omvang, de aard en de ernst van de vermoede onregelmatigheid.

Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 1, § 3, mag een door de integriteitsreferent in het kader van een onderzoek gevraagd en overeenkomstig lid 2 naar behoren gemotiveerd vaststelling ter plaatse, een betrekken van iemand bij het onderzoek of een verzoek om documenten of informatie hem gezamenlijk worden geweigerd.

§ 4. Elk personeelslid, elke stagiair of elk voormalig personeelslid dat (die) bij het onderzoek is betrokken, heeft het recht zich te laten bijstaan door een raadsman van zijn keuze.

De integriteitsreferent stelt de persoon die bij het onderzoek betrokken was, hiervan schriftelijk in kennis.

Deze kennisgeving bevat minstens de volgende informatie:

1° de beschrijving van de vermoede onregelmatigheid die wordt onderzocht. Deze beschrijving beperkt zich tot de aanduiding van de feiten en alleen tot de gegevens die relevant en noodzakelijk zijn voor het nagestreefde doel;

2° de mogelijkheid dat het onderzoek wordt uitgebreid tot feiten en omstandigheden die in de loop van het onderzoek aan het licht komen en die nuttig kunnen zijn om de omvang, de aard en de ernst van de vermoede onregelmatigheid vast te stellen.

3° het recht om zich te laten bijstaan door een raadsman van zijn keuze.

Deze kennisgeving is niet van toepassing wanneer het belang van het onderzoek zulks vereist.

De integriteitsreferent:

1° waarborgt dat eenieder die bij het onderzoek is betrokken, zijn verklaring in volle vrijheid kan afleggen, met inachtname van de toepasselijke geheimhouding, overeenkomstig § 5 en artikel 1, § 3;

2° verzamelt enige verklaring om objectieve informatie te verzamelen;

3° maakt voor elke verklaring een proces-verbaal op.

Iedere persoon die bij het onderzoek betrokken is, mag de schriftelijke vastlegging van zijn verklaring aanvullen.

Het schriftelijke verslag van elke verklaring, met eventuele aanvullingen, wordt door alle aanwezigen gedateerd en ondertekend. Elke bladzijde van het verslag is genummerd.

Indien een bij het onderzoek betrokken persoon of, in voorkomend geval, zijn raadsman, weigert te tekenen, wordt deze weigering in de schriftelijke vastlegging opgenomen.

Aan het einde van het onderzoek ontvangt iedere bij het onderzoek betrokken persoon een ondertekend afschrift van zijn verklaring.

§ 5. Onverminderd artikel 1, § 3, kan het geheime of vertrouwelijke karakter van de documenten waarvan hij de openbaarmaking vraagt, niet worden ingeroepen.

§ 6. Indien de integriteitsreferent op enig moment van het onderzoek meent over voldoende elementen te beschikken om te concluderen dat hij kennis heeft gekregen van een misdrijf of overtreding, past hij onverwijld de procedure van artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering toe en stelt hij de ambtenaar-generaal die verantwoordelijk is voor de dienst van de Waalse Regering of de instelling van openbaar nut waar het vermoede misdrijf of overtreding heeft plaatsgevonden, alsmede de melder, hiervan schriftelijk in kennis, tenzij deze bij het vermoede misdrijf of de vermoedelijke overtreding betrokken is. Indien er voldoende aanwijzingen zijn dat de ambtenaar-generaal betrokken is bij het vermoede misdrijf of de vermoedelijke overtreding, brengt de integriteitsreferent de Minister van Ambtenarenzaken op de hoogte.

De integriteitsreferent ziet erop toe dat alleen persoonsgegevens worden verstrekt die strikt noodzakelijk en relevant zijn voor het tijdig verstrekken van informatie aan de in lid 1 bedoelde personen.

§ 7. Aan het eind van het onderzoek stelt de integriteitsreferent, met inachtneming van de in paragraaf 9 genoemde maximumtermijn, een gedetailleerd, gedateerd en ondertekend verslag op met zijn vaststellingen, beoordeling en aanbevolen maatregelen.

De integriteitsreferent zendt dit verslag toe aan de betrokken ambtenaar-generaal of, indien er voldoende aanwijzingen zijn om aan te nemen dat de ambtenaar-generaal bij de gemelde onregelmatigheid betrokken is, aan de Minister van Ambtenarenzaken. De integriteitsreferent ziet erop toe dat alleen persoonsgegevens worden meegegeeld die strikt noodzakelijk en relevant zijn voor de zorgvuldige opvolging van de melding. In het bijzonder mogen persoonsgegevens van getuigen niet worden meegegeeld, tenzij dat naar behoren wordt gemotiveerd, evenmin als gegevens over personen die niet bij het onderzoek betrokken zijn.

Indien de integriteitsreferent van oordeel is dat het schriftelijk verslag van het in lid 1 bedoelde onderzoek voldoende elementen bevat om te concluderen dat de gemelde onregelmatigheid niet heeft plaatsgevonden, sluit hij het onderzoek definitief af.

Indien de integriteitsreferent van oordeel is dat het schriftelijk verslag van het in lid 1 bedoelde onderzoek voldoende elementen bevat om te concluderen dat de gemelde onregelmatigheid inderdaad heeft plaatsgevonden, maar hij niet over voldoende elementen beschikt om te concluderen dat hij kennis heeft gekregen van een strafbaar feit, wordt het schriftelijk verslag van het onderzoek overeenkomstig lid 2 ter kennis gebracht van de betrokkene, zodat passende maatregelen kunnen worden genomen.

§ 8. De integriteitsreferent stelt de melder en de bij het onderzoek betrokken personen in kennis van het resultaat van het onderzoek.

§ 9. Het onderzoek wordt voltooid binnen drie maanden na het verstrijken van de termijn van zeven dagen na een schriftelijke of mondelinge melding. Op verzoek van de integriteitsreferent kan de in lid 1 bedoelde termijn van drie maanden om naar behoren gemotiveerde redenen eenmaal met maximaal drie maanden worden verlengd. De integriteitsreferent stelt de melder in kennis van de verlenging van de termijn.

Indien binnen de in lid 1 bedoelde termijn van drie maanden, die kan worden verlengd, geen passend gevolg is gegeven door de integriteitsreferent, kan de melder zich overeenkomstig het gemeenschappelijk decreet van de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest betreffende een gemeenschappelijke Ombudsdienst van de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest tot de bemiddelaar wenden.

HOOFDSTUK 6. — *Bescherming van de melder*

Art. 14. § 1. Het personeelslid, de stagiair of het voormalig personeelslid is niet het slachtoffer van represailles, met inbegrip van bedreigingen of pogingen tot represailles, die geheel of gedeeltelijk zijn gebaseerd op een krachtens dit besluit gedane melding, indien hij ten tijde van de melding te goeder trouw handelt, dat wil zeggen indien hij op het tijdstip van de melding redelijke gronden heeft om aan te nemen dat de gemelde informatie gegrond is en wijst op een vermoeden van onregelmatigheid en binnen de werkingssfeer van dit besluit valt. Deze toestand wordt beoordeeld ten opzichte van een persoon in een soortgelijke situatie met vergelijkbare kennis.

Dezelfde bescherming geldt voor:

1° de facilitator indien hij gegronde redenen had om aan te nemen dat de gemelde informatie gegrond is en wijst op een vermoede onregelmatigheid en dat zij binnen het toepassingsgebied van dit besluit valt. Deze toestand wordt beoordeeld ten opzichte van een persoon in een vergelijkbare situatie en met vergelijkbare kennis;

2° de persoon die door de integriteitsreferent bij het onderzoek is betrokken, tenzij deze de integriteitsreferent bewust oneerlijke en kennelijk onvolledige informatie verstrekt.

§ 2. De in lid 1 bedoelde bescherming is van rechtswege van toepassing. Het voordeel van de bescherming gaat niet verloren om de enkele reden dat de te goeder trouw opgenomen melding onjuist of ongegrond is gebleken of dat de te goeder trouw verstrekte informatie onjuist of ongegrond is gebleken.

§ 3. De in § 1 bedoelde represailles zijn met name, voor zover zij geheel of gedeeltelijk gebaseerd zijn op de melding van het personeelslid, de stagiair of het voormalig personeelslid

- 1° het ontslag;
- 2° alle disciplinaire maatregelen;
- 3° elke negatieve beoordeling van de melding in het kader van een bevorderingsprocedure;
- 4° de overplaatsing van ambten of de verandering van arbeidsplaats;
- 5° de weigering of schorsing van de opleidingen van het personeelslid;
- 6° een negatieve evaluatie of een negatieve beoordeling van de feiten in verband met de melding;
- 7° dwang, intimidatie, pesterijen of ostracisme;
- 8° discriminatie, nadelige of ongelijke behandeling;
- 9° de niet-verlenging of vroegtijdige beëindiging van een tijdelijke arbeidsovereenkomst.

§ 4. De in § 1 bedoelde bescherming wordt ter kennis gebracht van het personeel dat onder het toepassingsgebied van dit besluit valt.

Art. 15. Het personeelslid, de stagiair of het voormalig personeelslid dat de procedure van artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering toepast, geniet onder dezelfde voorwaarden de in artikel 14 bedoelde bescherming.

Art. 16. § 1. Het personeelslid, de stagiair of het voormalig personeelslid bedoeld in artikel 14, § 1, geniet, zodra dit van toepassing is, de juridische bijstand voorzien in het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016 betreffende de rechtsbijstand verleend aan de personeelsleden en betreffende de vergoeding van schade toegebracht aan hun goederen.

§ 2. Het personeelslid, de stagiair of het voormalig personeelslid bedoeld in artikel 14, § 1, kan een verzoek om ondersteunende maatregelen indienen, met inbegrip van juridische bijstand anders dan in toepassing van het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016 bedoeld in paragraaf 1 of psychologische bijstand, bedoeld in artikel 17.

§ 3. Elk verzoek als bedoeld in lid 2 wordt schriftelijk bij de integriteitsreferent ingediend binnen twee maanden na de gebeurtenis die het verzoek rechtvaardigt.

De integriteitsreferent beslist binnen vijftien werkdagen na ontvangst van het verzoek of het al dan niet wordt ingewilligd. Het besluit wordt ter kennis gebracht van de melder.

In geval van weigering kan de melder binnen vijftien dagen na kennisgeving van de weigering beroep instellen bij de ambtenaar-generaal.

Art. 17. § 1. Overeenkomstig artikel 16, § 2, kan het personeelslid, de stagiair of het voormalig personeelslid in het kader van een gerechtelijke procedure andere juridische bijstand genieten dan in toepassing van het in artikel 16, § 1, bedoelde besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016, bestaande uit de gehele of gedeeltelijke betaling van advocatenhonoraria en procedurekosten, alsmede psychologische bijstand bestaande uit de betaling van consultaties bij een psycholoog of psychiater.

§ 2. In het kader van de in § 1 bedoelde bijstandsmaatregelen is de vergoeding van de honoraria en de kosten van de advocaat, van de procedure en van de psychologische of psychiatrische raadpleging in beginsel beperkt tot een totaal gecumuleerd bedrag van 3718,40 euro.

In uitzonderlijke gevallen kunnen de kosten op een naar behoren gemotiveerd verzoek hoger zijn dan de in het eerste lid genoemde drempel. De melder of zijn vertegenwoordiger dient deze met redenen omklede aanvraag in bij de in § 3 bedoelde dienst.

§ 3. Indien een verzoek om juridische of psychologische bijstand als bedoeld in artikel 16, § 2, wordt ingewilligd, wordt het beheerd door de Directie Kanselarij en Juridische Expertise van het Secretariaat-Generaal indien de melder een personeelslid, een stagiair of een voormalig personeelslid van een dienst van de Waalse Regering is, of, indien het een instelling van openbaar nut betreft, door de dienst die door de ambtenaar-generaal van deze instelling is aangewezen.

Het personeelslid, de stagiair of het voormalig personeelslid bedoeld in artikel 14, § 1, deelt aan de in het eerste lid bedoelde dienst de stukken mee die de uitgaven rechtvaardigen. Daartoe worden dagvaardingen, aanmaningen en alle gerechtelijke stukken binnen tien werkdagen na de bezorging of betekening ervan meegedeeld.

De kosten die geheel of gedeeltelijk worden vergoed of gedekt, hetzij op grond van een andere wettelijke of bestuursrechtelijke bepaling, hetzij op grond van een door het slachtoffer of een derde gesloten verzekeringsovereenkomst, geven geen aanleiding tot interventie.

Art. 18. De in de artikelen 16 en 17 vastgestelde modaliteiten voor het aanvragen van steunmaatregelen worden ter kennis gebracht van het personeel dat onder het toepassingsgebied van dit besluit valt.

HOOFDSTUK 7. — *Bescherming van de persoonsgegevens*

Art. 19. § 1. De integriteitsreferent verwerkt persoonsgegevens ter uitvoering van de hem krachtens dit besluit opgedragen taken, en meer in het bijzonder wanneer hij kennis neemt van de melding, de ontvangst ervan bevestigt, deze onderzoekt en in voorkomend geval onderzoekt.

§ 2. Het secretariaat-generaal of de instelling van openbaar nut waar de integriteitsreferent zijn functie uitoefent, is de verantwoordelijke voor de verwerking.

De integriteitsreferent verwerkt de volgende persoonsgegevens:

1° de identiteit, dat wil zeggen de naam, de voornaam, de contactgegevens en de dienst waartoe de melder behoort;

2° de identiteit van de bij de melding betrokken persoon of personen aan wie de onregelmatigheid wordt toegeschreven of die tot de onregelmatigheid hebben bijgedragen, alsmede hun contactgegevens en de dienst waartoe ze behoren;

3° de identiteit van elke persoon die door een melding eventueel kan worden geraakt omdat hij mogelijk heeft bijgedragen tot, getuige is geweest van of het slachtoffer is geweest van een onregelmatigheid of omdat hij of zij informatie kan verstrekken in het kader van het door de integriteitsreferent verrichte onderzoek, alsmede zijn contactgegevens en de dienst waartoe hij behoort;

4° alle andere noodzakelijke gegevens die door de melder zijn verstrekt of die zijn verzameld in het kader van de in artikel 11 omschreven opdrachten met betrekking tot de in de punten 1 tot en met 3 opgesomde personen, met dien verstande dat persoonsgegevens die duidelijk niet relevant zijn voor de behandeling van een specifieke melding niet worden ingezameld of, indien zij per ongeluk zijn ingezameld, onverwijld worden gewist.

De integriteitsreferent kan de hierboven bedoelde gegevens opvragen bij de personeelsdiensten van de diensten van de Waalse Regering of bij een instelling van openbaar nut.

§ 3. De integriteitsreferent verzendt deze gegevens alleen in de volgende gevallen:

1° in geval van uitdrukkelijke toestemming van de bij de bekendmaking betrokken persoon ;

2° overeenkomstig artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering ;

3° indien hij van oordeel is dat de ambtenaar-generaal in kennis moet worden gesteld van de identiteit van de betrokkene(n) teneinde de passende maatregelen te kunnen nemen;

4° indien dit noodzakelijk en evenredig lijkt, in het kader van onderzoeken door de bevoegde autoriteiten met het oog op het onderzoek naar strafbare feiten of in het kader van gerechtelijke procedures, teneinde de rechten van de verdediging van de betrokken personen te vrijwaren.

§ 4. De integriteitsreferent stelt de betrokkenen ervan in kennis dat tegen hen een onderzoek loopt, tenzij deze informatie het goede verloop van het onderzoek in gevaar zou brengen.

§ 5. De krachtens dit besluit ontvangen meldingen, met inbegrip van alle verzamelde persoonsgegevens, worden vijf jaar na het verstrijken van de termijn van zeven dagen na een schriftelijke of mondelinge melding vernietigd, behalve in geval van strafvervolgning of gerechtelijke vervolging, in welk geval de gegevens tot tien jaar na de beëindiging van de strafvervolgning of gerechtelijke vervolging worden bewaard.

§ 6. Wanneer hij voor de ontvangst van meldingen gebruik maakt van computer- of telefoonkanalen, ziet de integriteitsreferent erop toe dat deze zodanig worden opgezet en beheerd dat de vertrouwelijkheid van de identiteit van de melder en van elke in de melding genoemde derde wordt gewaarborgd en toegang door onbevoegde personeelsleden wordt voorkomen.

HOOFDSTUK 8. — *Van de bredere interne melding naar de werkgerelateerde context*

Art. 20. § 1. Een melding betreffende een onregelmatigheid kan bij de integriteitsreferent worden ingediend door iedere natuurlijke persoon, met uitzondering van een personeelslid of stagiair als bedoeld in artikel 2, of iedere rechtspersoon die in het kader van zijn beroepsuitoefening bij een dienst van de Regering of een instelling van openbaar nut een onregelmatigheid vermoedt of vaststelt die is begaan door een personeelslid van een dienst van de Waalse Regering of een instelling van openbaar nut of door een beheersorgaan van een instelling van openbaar nut.

Voor de toepassing van paragraaf 1 moet de onregelmatigheid waarop de melding betrekking heeft, in de tien jaar voorafgaand aan de dag van de melding zijn begaan.

§ 2. Melding aan de integriteitsreferent kan schriftelijk, mondeling of beide gebeuren.

In geval van mondelinge melding wordt een proces-verbaal opgesteld. Een mondelinge melding kan worden gedaan per telefoon, via andere elektronische communicatiemiddelen of, op verzoek van de melder, door middel van een persoonlijk gesprek binnen een redelijke termijn.

De schriftelijke melding of het proces-verbaal van de mondelinge melding wordt ondertekend door de melder en bevat de volgende informatie:

1° de datum van de melding;

2° de naam en de contactgegevens van het personeelslid, de stagiair of het voormalig personeelslid dat de melding richt;

3° de naam van de dienst van de Waalse Regering van de instelling van openbaar nut waar de melder in dienst is of was;

4° de naam van de dienst van de Waalse Regering of van de instelling van openbaar nut betrokken bij de vermoede onregelmatigheid;

5° de beschrijving van de vermoede onregelmatigheid. Deze beschrijving beperkt zich tot de aanduiding van de feiten en alleen tot de gegevens die relevant en noodzakelijk zijn voor het nagestreefde doel.

Binnen een termijn van zeven dagen na ontvangst van de schriftelijke of mondelinge melding stuurt de integriteitsreferent de melder een ontvangstbewijs van de melding. Tegelijkertijd kan de integriteitsreferent, indien hij dit nuttig acht, de melder verzoeken hem binnen een redelijke termijn alle aanvullende informatie te verstrekken die nodig is voor het vooronderzoek van het dossier overeenkomstig artikel 12.

Art. 21. De integriteitsreferent verwerkt de melding volgens de modaliteiten bepaald in de artikelen 11, 12, 13 en 19.

HOOFDSTUK 9. — *Openbaarmaking*

Art. 22. § 1. Het personeelslid, de stagiair of het voormalig personeelslid dat in een werkgerelateerde context informatie verkrijgt over een vermoede onregelmatigheid, begaan of in uitvoering, binnen een dienst van de Waalse Regering of van een instelling van openbaar nut, en die deze informatie openbaar maakt, geniet de bescherming voorzien in dit besluit indien aan één van de volgende voorwaarden is voldaan:

1° de openbaarmaking is onrechtstreeks, in die zin dat het personeelslid, de stagiair of het voormalig personeelslid vooraf de meldingsprocedures heeft nageleefd waarin dit besluit of, in voorkomend geval, het gemeenschappelijk decreet van de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest betreffende de gemeenschappelijke Ombudsdienst van de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest voorziet;

2° de vermoede onregelmatigheid die het voorwerp uitmaakt van de openbaarmaking beantwoordt aan de definitie van artikel 2, 5° van dit besluit;

3° geen passend gevolg is gegeven aan de melding binnen de termijnen die van toepassing zijn door dit besluit of, in voorkomend geval, door het gemeenschappelijk decreet van de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest betreffende de gemeenschappelijke Ombudsdienst van de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest.

§ 2. Dit artikel is niet van toepassing op gevallen waarin een persoon rechtstreeks informatie aan de pers verstrekt op grond van specifieke nationale bepalingen tot instelling van een stelsel voor de bescherming van de vrijheid van meningsuiting en informatie.

HOOFDSTUK 10. — Slotbepalingen

Art. 23. Ten minste om de drie jaar worden de in dit besluit bedoelde procedures voor de ontvangst en de opvolging van de meldingen door de Minister van Ambtenarenzaken geëvalueerd, rekening houdend met de feedback, met inbegrip van de gegevens in de jaarlijkse activiteitenverslagen van de integriteitsreferenten, en zo nodig aangepast. Het uitgevoerde onderzoek wordt vastgelegd in een samenvattend verslag.

Art. 24. Van de rechten waarin dit besluit voorziet, is geen ontheffing of beperking mogelijk bij overeenkomst, door beleid, of door arbeidswijze of arbeidsvoorwaarden, en evenmin door aan geschillen voorafgaande arbitrageovereenkomsten.

Art. 25. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 26. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 oktober 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/206722]

27 OCTOBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les prix maximums pour le transport par taxis et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2014 fixant les prix maxima pour le transport par taxis

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur, l'article 4, alinéa 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2014 fixant les prix maxima pour le transport par taxis;

Vu le rapport du 2 mai 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, donné le 19 août 2022;

Vu l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, donné le 29 juillet 2022;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 juin 2022;

Vu l'avis n° 72.204/4 du Conseil d'État, donné le 12 octobre 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté royal du 21 octobre 1991 rendant obligatoire la convention collective de travail du 17 juillet 1991, conclue au sein de la Commission paritaire du transport, relative au travail de nuit dans les entreprises de taxis;

Considérant l'avis du pôle " Mobilité ", donné le 29 août 2022;

Considérant qu'il convient d'adapter les prix maximums des services de transport par taxi afin de permettre une rémunération correcte de l'exploitant de taxis et partant du chauffeur salarié dans une mesure raisonnable pour le client, et d'éviter des pratiques peu transparentes et déloyales;

Considérant que ces prix doivent prendre en compte les différents paramètres propres au secteur et leur évolution;

Considérant que la dernière adaptation des prix effectuée se base sur des coûts de revient de l'année 2008; que le taux d'évolution de ces coûts s'élève à 31,25 pour cent, qu'il convient d'intégrer progressivement ce taux dans les prix maximums des services de transport de taxis;

Considérant qu'une augmentation trop brutale des tarifs risquerait de faire fuir la clientèle et serait donc préjudiciable au secteur;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° « les courses de nuit » : les courses pour lesquelles la prise en charge du client se fait entre vingt-deux heures et six heures;

2° « le périmètre » : zone délimitée à l'intérieur de laquelle le retour du taxi à son lieu de stationnement n'est pas porté en compte;

3° dans les localités où le régime du périmètre n'est pas appliqué :

- « le Tarif I » : le tarif simple pratiqué lorsque le client n'abandonne pas le véhicule et se fait ramener à son point de départ.

- « le Tarif II » : le tarif pratiqué lorsque le client abandonne le véhicule et que celui-ci est ramené à vide à son point de départ, qui ne peut pas être supérieur au double du Tarif I.

4° dans les localités où le régime du périmètre est appliqué :

- « le Tarif I » : le tarif simple pratiqué à l'intérieur du périmètre.